

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

**Socialisme prolétarien
contre
socialisme petit-bourgeois**

6

Sommaire

Introduction	3
I - L'opposition historique entre socialisme scientifique et socialisme petit-bourgeois et national	5
II - L'opposition irréductible entre le mode de production capitaliste et le socialisme	17
III - Du capitalisme au communisme	29
IV - Le socialisme est international et internationaliste ou il n'est pas	41
V - Les principes de base du marxisme dans le programme du Parti Communiste International	49
Post-face à la 2e édition	51

le prolétaire

Supplément au n° 312 du Prolétaire
Imprimerie spéciale - Directeur: Saro
Corresp: 20 rue Jean Bouton, Paris 12.

Abonnement annuel: 50 F
Pli fermé: 80 F

2° édition remaniée-1500 ex-Mai 1980

- AUX EDITIONS PROGRAMME -

EN FRANCAIS

Série «Les textes du Parti Communiste International»

1. Communisme et fascisme	20F
2. Parti et classe	épuisé
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire	
4. Eléments d'orientation marxiste	
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme»)	15 F
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe	épuisé
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours)	50F
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS)	30F
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe)	60F
Brochures « le prolétaire »	
5. Question féminine et lutte de classe	6F
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois	6F
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan)	6F
8. Violence, terrorisme et lutte de classe	6F
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri)	6F
11. Auschwitz ou le grand alibi	6F
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration	6F
13. Le marxisme et l'Iran	6F
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte	6F
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale)	6F
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981)	10F
18. Vive la lutte des ouvriers polonais!	6F
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	6F
20. Ex-Yougoslavie: Contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques	3F
21. Lénine sur le chemin de la révolution	10F
Suppléments au « prolétaire »	
- Mouvements revendicatifs et socialisme	6F
- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition !	6F
- Pour un anti-racisme prolétarien	6F
- Révolution et contre-révolution en Russie	6F
- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien	3F
Série «Les cahiers d'el-Oumami»	
1. Le syndicalisme en Algérie	6F
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires	6F
3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau»	6F
Revue théorique « Programme communiste »	
- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies)	15 à 20F le numéro
- Numéros 51 à 57	15F
- Numéro 58 (112 pages)	25F
- Numéros 59 à 88	15F
- Numéro 89	20F
- Numéros 90 à 94	25F
Série des éditions Prométhée	
- Terrorisme et communisme, Léon Trotsky	50F

Introduction

A une époque où l'on prétend que le socialisme règne sur les deux tiers de la planète, il peut sembler incongru de s'interroger sur les caractères de la société future. Pourtant une telle interrogation surgit de la multiplicité même des "modèles" de "socialisme" qui nous sont proposés ici et là, et dont la couleur change avec les drapeaux nationaux. Surtout, la jeunesse qui s'éveille aux questions théoriques de l'émancipation prolétarienne sera étonnée d'apprendre que tous ces "socialismes" sont aujourd'hui d'autant plus tapageurs que le mouvement communiste révolutionnaire est réduit au silence, momentanément brisé sous les coups de l'adversaire.

Notre parti a consacré, dans son long effort de restauration des points fondamentaux de la théorie et du programme marxistes, de nombreux travaux à la revendication du socialisme de Marx et de Lénine.

Nous donnons dans cette brochure quelques échantillons de ce travail en republiant quelques extraits de *Propriété et Capital* (1948-1952), des *Fondements du communisme révolutionnaire* (1957) et de notre *Dialogue avec Staline* (1952). En les confrontant aux extraits de textes classiques comme les ouvrages économiques de Marx, comme la *Critique du programme de Gotha* de Marx, l'*Anti-Dühring* d'Engels ou l'*Etat et la révolution* de Lénine, le lecteur pourra se convaincre qu'il existe une ligne continue, un véritable *fil rouge* entre tous ces éléments du patrimoine théorique du marxisme révolutionnaire.

A côté de ces extraits qui permettent de mettre en évidence *les caractères de la société communiste* et *les étapes de la société future*, nous avons consacré un chapitre spécial à la défense de la *nature internationale du socialisme prolétarien* en nous appuyant là aussi sur des extraits de textes classiques, depuis 1848 à aujourd'hui. Il nous a semblé également utile de joindre à cette publication en guise de conclusion, les dix points originaux du *Programme du parti* adopté au Congrès de Livourne du Parti Communiste d'Italie en 1921. Ils donnent une courte et synthétique présentation des *principes fondamentaux du communisme révolutionnaire*.

Mais auparavant, nous nous proposons de rappeler historiquement les termes de l'opposition entre socialisme scientifique et prolétarien et socialisme petit-bourgeois et national.

Avril 1980

Brochures "LE PROLÉTAIRE"

- | | |
|--|-----|
| 1. Solidarité de classe avec les prolétaires chiliens..... | 2 F |
| 5. Question féminine et lutte de classe | 3 F |
| 6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois..... | 5 F |
| 7. La grève des nettoyeurs du métro (Leçons et bilan)..... | 4 F |
| 8. Violence, terrorisme et lutte de classe..... | 4 F |
| 9. Elections et gouvernement de gauche: mystifications bourgeoises..... | 4 F |
| 10. Postiers en lutte (La grève de janvier février 1978 à Créteil et dans les centres de tri)..... | 5 F |
| 11. Auschwitz ou le grand alibi..... | 3 F |
| 12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration..... | 5 F |
| 13. L'Iran et le marxisme..... | 5 F |

I. L'opposition historique entre socialisme scientifique et socialisme petit-bourgeois et national

Marxisme, socialisme et communisme

Dès l'enfance du socialisme prolétarien on voit que le "but final" a déjà des contours définis.

Dans le domaine de la théorie, le marxisme ne s'oppose pas au communisme utopique. Il reprend ses propositions, mais il les passe au crible de sa critique ; il les présente comme des objectifs qui seront atteints comme *résultats du mouvement historique*. C'est en effet le développement des forces productives lui-même qui, d'une part, appelle de façon insistante à la nécessité de dépasser les limites dans lesquelles elles sont tenues par les rapports de production en vigueur, et qui, d'autre part, donne naissance, avec le prolétariat, à la classe vouée par des déterminations objectives à instaurer le socialisme. Le communisme est ainsi débarrassé des aspects fantastiques qu'il revêtait jusqu'alors et devient une véritable *science*.

Sur ce plan, celui de la théorie, communisme utopique et communisme critique s'opposent tous deux au socialisme petit-bourgeois. Ce dernier est bien capable de dépeindre les tares de la société, mais au lieu de se fixer pour but l'abolition des classes et de tous les antagonismes sociaux, il prétend les *concilier*.

Le communisme revendique la suppression de l'antagonisme entre capital et travail par la suppression des conditions qui l'engendrent : l'existence, d'une part, d'une classe qui détient les *moyens de production* et par conséquent aussi les *produits* du travail social et, d'autre part, d'une classe qui ne possède que sa seule force de travail et qui est contrainte pour vivre de la mettre à la disposition de la première pour un salaire, en créant *plus* de valeur que n'en nécessite sa reproduction. Le communisme pourra, sur la *base de la production socialisée moderne* qui est un résultat du capi-

Dictature et terreur, armes indispensables de l'émancipation prolétarienne

"Le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme, pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de *Blanqui*. Ce socialisme est la déclaration de la révolution en permanence, la dictature de classe du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classe en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales". (Marx, *Les luttes de classes en France* (III^e cahier, mars 1850), Ed. sociales, 1967, p. 147)

"Les massacres sans résultats depuis les journées de juin et d'octobre, la fastidieuse fête expiatoire depuis février et mars, le cannibalisme de la contre-révolution elle-même convaincraient les peuples que pour *abrégé*, pour simplifier, pour concentrer l'agonie meurtrière de la vieille société et les souffrances sanglantes de l'enfantement de la nouvelle société, il n'existe qu'un moyen : le terrorisme révolutionnaire". (Marx, "Victoire de la contre-révolution à Vienne", *La Nouvelle Gazette Rhénane*, 1848, Ed. Sociales, T. II, p. 97).

"La dictature est un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et n'est lié par aucune loi. La dictature du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi". (Lénine, "La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky", 1919, *Oeuvres*, T. 28, p. 244).

"La théorie prolétarienne proclame ouvertement que son Etat à venir sera un Etat de classe, c'est-à-dire, tant que les classes subsisteront, un instrument dans les mains d'une seule classe. En principe, comme en fait, les autres classes seront exclues de l'Etat, mises "hors-la-loi". Parvenue au pouvoir, la classe ouvrière "ne partagera celui-ci avec personne". ("Dictature prolétarienne et parti de classe", 1951, dans *Parti et classe*, "Les textes du Parti Communiste International", n° 2, Ed. Programme Communiste, 1975, p. 94).

talisme, supprimer *l'échange* : celui-ci est devenu un canal trop étroit pour faire passer une production désormais trop grande pour lui, ce qui tour à tour emballe la machine productive et entrave son fonctionnement en provoquant des crises et des guerres toujours plus terribles et une oppression toujours plus intolérable.

Si la révolution détruit cette enveloppe gênante de l'échange mercantile et toutes les vieilles divisions qui ne peuvent disparaître sans lui - limites d'entreprise, frontières nationales, etc. - il reste le *travail social* que cette enveloppe recélait. Ce dernier une fois libéré, il suffit de l'organiser socialement, c'est-à-dire conformément à sa nature : il peut être organisé à *l'échelle internationale* suivant un véritable *plan* qui remplace enfin l'anarchie du marché et exprime la domestication des forces naturelles et humaines enfin mises au service de l'espèce toute entière et de son développement.

La société peut alors s'attaquer sérieusement à l'élimination des nombreux fléaux qui trouvent leur origine dans la famille, la division entre ville et campagne, entre travail manuel et intellectuel, l'existence de l'Etat, etc., et que le capitalisme a développés à un degré inconnu jusqu'ici.

Le socialisme petit-bourgeois s'imagine quant à lui concilier les antagonismes entre les classes, les antagonismes entre nationalités, etc. C'est la grande idée qu'on retrouve à travers toutes les variétés de ce socialisme. Louis Blanc, par exemple, pensait concilier, grâce aux ateliers nationaux et au crédit de l'Etat, les avantages de la production moderne et préserver la petite industrie de la ruine ; bref, il pensait établir des rapports harmonieux entre les deux secteurs tout en conservant le marché et... la concurrence ! De son côté Proudhon cherchait la source de tous les maux dans le fait que le capitalisme n'aurait pas respecté la loi de la valeur ; il ne concevait pas que la forme la plus simple de cette loi - où il voyait un idéal à atteindre constamment enfreint par le capitalisme - correspond précisément à une société, la société marchande, qui mène nécessairement au capitalisme où la loi de la valeur, loin d'être niée, voit sa forme simple se transformer en une forme développée, plus complexe : aussi voulait-il la société moderne et ses lois, mais sans leurs mauvais côtés.

Si l'on passe du domaine de la théorie à celui de la politique, la même opposition se fit entre le communisme et la démocratie petite-bourgeoise inspirée d'idéaux socialistes. Le premier s'est définitivement émancipé de l'utopie qui s'imaginait imposer la société future par la conviction et la force de l'exemple, en montrant le socialisme comme le *résultat de la lutte des classes, de la guerre de classe entre prolétariat et bourgeoisie*. Il devait donc se lancer dans la *lutte politique*, condamnée par les utopistes, et, sur ce terrain, il trouvait des démocrates socialisants qui voulaient bien reconnaître que la lutte des classes existait mais qu'il fallait la... "dépasser" en cherchant à surmonter les antagonismes sociaux, à les concilier grâce à une vague revendication de réduction

des inégalités sociales. Le socialisme prolétarien, scientifique, ne reconnaît pas seulement l'existence des classes sociales et la *nécessité historique* de leur lutte, il pousse cette reconnaissance jusqu'à celle de la *dictature du prolétariat*, où "*la lutte des classes conduit nécessairement*" (Marx).

Cette dictature est indispensable pendant une phase de transition qui se termine avec *l'élimination de l'échange*, avec l'entrée dans le communisme inférieur ou, selon la terminologie plus courante, avec le *socialisme*, qui se traduit par la formule : "*de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail*". Et dire que c'est cette formule qu'on prétend sans honte déjà mise en pratique dans les pays de l'Est ou en Chine par exemple, où elle est comprise comme l'équivalent du mensonger "juste salaire", alors que sa réalisation suppose que soit aboli le salariat, c'est-à-dire l'obligation de vendre sa force de travail sur le marché, source de la plus-value et de l'accumulation capitaliste.

Une dernière caractéristique du socialisme prolétarien, affirmée avec sa naissance, c'est sa *nature internationale*. Le *Manifeste* de 1848 rappelle que le capitalisme ne naît pas dans une ambiance nationale mais suppose dès le départ le commerce entre tous les continents et que l'accumulation primitive fut en partie réalisée par la mise en esclavage des continents de couleur. En liant entre elles toutes les sociétés rendues interdépendantes et en socialisant la production à l'échelle mondiale, le développement du capitalisme crée la base indispensable à la révolution communiste. Mais il en crée aussi l'artisan, le prolétariat, dont les intérêts sont les mêmes dans tous les pays. "*Le travail industriel moderne, dit le Manifeste, l'asservissement moderne au capital, aussi bien en Angleterre qu'en France, en Amérique, en Allemagne, dépouillent le prolétaire de tout caractère national*". Où n'a pas pénétré aujourd'hui le "travail industriel moderne" ? Sans parler du fait que dans la fantastique concurrence d'aujourd'hui, lorsque ce n'est pas lui qui va aux masses prolétarisées, ce sont ces masses qui viennent à lui par l'émigration, ce phénomène poussant la tendance au "dépouillement de tout caractère national" du prolétaire jusqu'au bout.

Dès le départ, le cri du socialisme véritable, prolétarien et révolutionnaire est : "*Les prolétaires n'ont pas de patrie*" ! La classe ouvrière poursuit des buts internationaux avec des principes dégagés d'une expérience universelle ; elle a besoin d'un *parti international* guidé par une théorie unique pour coordonner et unifier sa lutte dans une *stratégie unique* par-dessus tous les problèmes particuliers que rencontre cette lutte dans des conditions géo-historiques particulières. Le *Manifeste* de 1848 s'appelait : *Manifeste du Parti Communiste*, parce qu'il n'y a qu'un seul Parti communiste.

Gloires de la révolution prolétarienne et catastrophe de la contre-révolution stalinienne en Russie

Il est important de rappeler, contre les innombrables falsifications ultérieures, que ces trois caractères fondamentaux du communisme prolétarien ont été affirmés par la révolution d'Octobre ; bien que se déroulant dans un pays économiquement arriéré, celle-ci a vu le prolétariat prendre le pouvoir pour remplir à l'intérieur des tâches antiféodales, mais avec la claire conscience d'agir sur la scène internationale comme un détachement d'avant-garde de la révolution mondiale, sans laquelle il ne pouvait dépasser les limites de l'édification d'une économie capitaliste, fût-elle contrôlée par la dictature communiste. L'Etat prolétarien de Russie fut mis au service de la lutte internationale du prolétariat d'Occident et des masses opprimées d'Orient, notamment en combattant pour la fin de la guerre impérialiste, et en aidant à la renaissance du Parti international du prolétariat, la IIIe Internationale.

Mais la révolution mondiale a été battue, et la révolution russe également. Dans la Russie prolétarienne isolée, privée de l'aide des ouvriers européens, allemands surtout, soumise aux coups conjugués de l'impérialisme international et des forces sociales qui en Russie naissaient du développement capitaliste, le Parti bolchévik lui-même a été accaparé par les forces ennemies, qui ont fini par imposer à l'Etat un caractère national et antiprolétarien avant même que la vieille garde révolutionnaire n'ait été complètement anéantie et littéralement exterminée. Notre but n'est pas ici d'étudier la contre-révolution stalinienne ni la dégénérescence du Parti mondial - qui par ailleurs n'étaient pas historiquement inévitables. Mais il est impossible de comprendre ce que mettent derrière le mot "socialisme" les forces qui s'en réclament aujourd'hui sans se référer à ces événements gigantesques qui ont mis sens dessus-dessous tous les postulats théoriques dont l'Internationale de Lénine s'était faite le défenseur acharné.

Du point de vue théorique, le stalinisme, qui a pris le contrepied complet du marxisme, correspond à un *retour au socialisme petit-bourgeois*. C'est la raison pour laquelle il est impossible de trouver une expression théorique achevée du stalinisme : ses thèses même ont un caractère passager, fugace : sa fonction n'était pas de bâtir, mais de *démolir la théorie*.

Prenant appui sur le caractère authentiquement prolétarien et communiste de la révolution d'Octobre, le stalinisme prétendit généraliser son acquis politique au domaine économique et social et affirma que la Russie était aussi devenue socialiste en économie.

Le socialisme c'est l'abolition du salariat

"Ce qui caractérise l'époque capitaliste, c'est donc que la force de travail acquiert pour le travailleur lui-même la forme d'une marchandise qui lui appartient, et son travail, par conséquent, la forme du travail salarié. D'autre part, ce n'est qu'à partir de ce moment que la forme marchandise des produits devient la forme sociale dominante". (Marx, *Le Capital*, Livre I, chap. VI, note 4, Ed. Sociales, 1977, vol.1, p. 592).

"Le travail salarié - le salariat - est donc une forme sociale nécessaire du travail pour la production capitaliste, tout comme le capital - valeur concentrée en puissance - est la forme sociale nécessaire que doivent assumer les conditions objectives du travail pour que le travail soit salarié.

Il s'ensuit que le travail salarié est la condition nécessaire de la formation du capital et demeure toujours la prémisses nécessaire de la production capitaliste". (Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, U.G.E., 1971, p. 169).

"Le travail libre et son échange contre l'argent afin de reproduire et de valoriser l'argent en servant à ce dernier de valeur d'usage pour lui-même et non pour la jouissance, telle est la présupposition du travail salarié et l'une des conditions historiques du capital. La séparation du travail libre des conditions objectives de sa réalisation, c'est-à-dire des moyens et de la matière du travail, en est une autre". (Marx, *Les fondements de la critique de l'économie politique*, Ed. Anthropos, 1967, T. 1, p. 435).

"Tous ces "socialistes" depuis Colins ont cela de commun qu'ils laissent subsister le *travail salarié*, par conséquent aussi la production capitaliste, voulant faire accroire à eux-mêmes ou au monde que par la transformation de la rente en impôt payé à l'Etat, tous les méfaits de la production capitaliste doivent disparaître d'eux-mêmes. Le tout n'est donc qu'une tentative à l'usage de socialisme pour sauver la domination capitaliste et la rétablir effectivement sur une base encore plus large que l'actuelle". (Correspondance Fr. Engels-K. Marx, K. Marx à Sorge du 30 Juin 1881, Editions Costes, Paris 1950, p. 264).

Capital et travail salarié sont les deux termes indissolublement liés du même rapport social. Essayez donc d'abolir l'un sans l'autre !

Cependant, comme n'étaient nullement détruits les rapports marchands et capitalistes, qui étaient au contraire *en plein développement* dans la Russie de 1926, cette *théorie du socialisme dans un seul pays* conduisait - et on y arriva effectivement - à réconcilier socialisme et marché, socialisme et classes sociales, socialisme et Etat politique, à faire du socialisme un fait national, à détruire les bases théoriques de l'Internationale communiste, ce qui eut pour conséquence pratique tout à fait logique la liquidation des restes dégénérés de cette dernière en 1943. Les principales caractéristiques du socialisme à la mode stalinienne étaient désormais les nationalisations, le plan, etc., c'est-à-dire toutes ces mesures que n'hésitent pas à prendre aujourd'hui les capitalismes les plus vieux qui n'ont pas peur, eux, de dire leur nom...

Remarquons en passant que l'Internationale communiste avait dû combattre vigoureusement toutes les conceptions autonomistes de type syndicaliste, conseilliste, gramscien et autres, qui n'étaient qu'une résurgence du proudhonisme sous la forme d'une gestion ouvrière des usines ou des branches industrielles ou sous la forme d'une "démocratie des producteurs" ; toutes ces tendances mettent une entrave à la convergence des forces prolétariennes contre l'Etat bourgeois et stérilisent son arme politique, le Parti (avant de devenir, sous la dictature, le drapeau des courants anticentralistes). Le malheur est que la critique immédiatiste fait renaître, sous prétexte de lutte contre le centralisme stalinien, toute la gamme de ces déviations localistes, autonomistes, syndicalistes, autogestionnaires et autres.

Or le stalinisme fut d'autant plus bureaucratique et barbare qu'il tentait de discipliner les forces productives de façon unitaire mais sur la base du développement des catégories marchandes et capitalistes, et qu'il prétendait, dans le parti, faire passer les tournants successifs par lesquels il abandonnait le socialisme pour le résultat de la méthode d'analyse scientifique ! Faute de comprendre cela l'immédiatisme finit, en partant de la critique du centralisme stalinien, par rejeter *tout* centralisme, *toute* centralisation, donc toute dictature qui ne soit pas un simple mot, et rend impossible non seulement le communisme mais même sa condition, la révolution prolétarienne.

Ceci dit, les particularités du "socialisme" à la mode stalinienne par rapport au vieux socialisme petit-bourgeois et réformiste sont au moins au nombre de deux : la première réside dans la *revendication des armes de la violence et de la dictature*, qui provient de la combinaison de la dégénérescence du parti marxiste avec la fonction capitaliste-progressive d'industrialisation de la Russie et de l'Asie. Une telle caractéristique était naturellement destinée à s'amoinrir avec le temps, et le XXe congrès du PCUS a aplani le terrain pour sa disparition définitive - on n'attend plus que l'occasion.

La deuxième particularité est l'*hyper-productivisme* stalinien, qui trouve son origine dans les conditions d'une accumulation primitive qui de plus, se heurte, comme en Russie, à un marché mondial sous la coupe de l'impérialisme, poussant à une pression très forte sur le prolétariat. Il y a bien peu de chances que le socialisme à la mode stalinienne se débarrasse d'une telle caractéristique. C'est bien plutôt le socialisme petit-bourgeois vulgaire qui doit l'acquiescer, dans les conditions présentes, éliminant ainsi par une autre voie toute distinction entre stalinisme et socialisme petit-bourgeois, et faisant toujours plus de ce dernier non tant une politique de retour de la société en arrière qu'un instrument de la marche inexorable du capitalisme, seulement parée d'atours "populaires" et petits-bourgeois.

Après la vague social-démocrate, la vague stalinienne de dégénérescence du socialisme prolétarien

Dans les aires de capitalisme avancé, le socialisme petit-bourgeois, sorti vaincu du duel historique avec le marxisme dans le mouvement prolétarien dans le dernier tiers du XIX^e siècle, a pu s'y réintroduire à la faveur de la période dite "pacifique" du capitalisme. En prenant appui sur le développement d'une aristocratie ouvrière et la corruption d'une bureaucratie ouvrière grâce aux "miettes tombées de la table des festins impérialistes" (Lénine), le socialisme petit-bourgeois a sournoisement investi la II^e Internationale.

Il s'est d'abord présenté sous le drapeau du *réformisme* et de la *révision* du marxisme. Il prétextait que les conditions politiques avaient changé, que désormais la démocratie permettait le passage pacifique au socialisme. Il s'agissait naturellement d'un socialisme conçu comme une simple main-mise de l'Etat sur les moyens de production, bref la nationalisation et non l'abolition du salariat et donc du marché, et d'un socialisme purement national. Il a ensuite pris une forme plus insidieuse avec le *centrisme* social-démocrate qui se cachait sous le voile hypocrite de la défense du marxisme. Ce dernier ne résista pas plus que le réformisme au social-patriotisme et finit par condamner ouvertement la révolution russe, le bolchévisme et tout particulièrement les armes de l'insurrection, de la dictature et de la terreur. C'est ainsi que le marxisme était prostitué et rabaisé à un vulgaire démocratisme mercantile et petit-bourgeois. Il est clair que la social-démocratie internationale est un véritable pilier de la domination bourgeoise et impérialiste.

Il est indéniable que la contre-révolution stalinienne s'est appuyée, pour investir la III^{ème} Internationale, sur les courants qui n'étaient entrés dans l'I.C. que pour suivre la mode et tromper les masses. Un Marcel Cachin, social-chauvin notoire, en est un exemple tristement célèbre. Sous le double effet du stalinisme et de cette tradition réformiste, les partis communistes occidentaux sont vite retombés dans l'ornière du socialisme petit-bourgeois, tout en conservant cependant une phraséologie mensongèrement radicale et révolutionnaire.

S'il est clair avec leur participation à la seconde boucherie impérialiste du côté de leurs bourgeoisies respectives que leur internationalisme n'était que l'alibi de leur chauvinisme, ils pouvaient encore s'appuyer sur l'illusion de la défense d'un prétendu "camp socialiste". Ce prétexte est aujourd'hui moins convaincant. Et l'alibi s'effondre d'autant plus qu'ils condamnent toute idée d'organisation internationale de la classe ouvrière.

S'il n'ont pas eu de mal à "découvrir" avec Staline que le salaire et le marché étaient éternels et à faire du socialisme le résultat de la nationalisation des grandes entreprises et de la soi-disant planification démocratique, ils en arrivent même aujourd'hui à vanter la concurrence, la libre entreprise et la propriété (de préférence la petite !) comme des modèles de la société future.

S'ils ont pu longtemps faire illusion en parlant de dictature du prolétariat même après avoir abandonné l'idée de révolution violente, pour eux le socialisme ne s'entend désormais que de façon graduelle, pacifique et même parlementaire, au point que ceux qui osent parler de terreur, de dictature et simplement de violence doivent être dénoncés comme "terroristes" et livrés à la répression bourgeoise !

C'est ainsi que les petits-fils de Staline n'ont pas seulement effacé tout souvenir du socialisme scientifique de la même manière que la social-démocratie : ils tendent même à effacer, comme leurs aînés social-démocrates, toute distinction entre socialisme petit-bourgeois et réformisme bourgeois, tant ils se sont fait les larbins de l'impérialisme, tant ils ont lié le sort de la classe ouvrière à la domination de la bourgeoisie, à l'oppression et au brigandage impérialistes, tant ils défendent dans chaque pays les

"L'indice nécessaire, la condition expresse de la dictature, c'est la répression violente des exploitateurs comme classe et par suite la violation de la "démocratie pure", c'est-à-dire de l'égalité et de la liberté à l'égard de cette classe".
(Lénine, "La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky", 1919, Oeuvres, T. 28, p. 265).

privilèges de leur bourgeoisie, en peignant pour le prolétariat l'oppression aux couleurs de la culture, de la civilisation, de la paix et autres mensonges (1).

Portée historique du socialisme petit-bourgeois dans le « Tiers-monde »

Dans les aires de capitalisme naissant, ce socialisme mercantile, interclassiste et national remplit évidemment une fonction différente et se présente sous d'autres couleurs : il répond aux besoins du développement des jeunes capitalismes dans les conditions historiques particulières où les forces bourgeoises voient le jour dans le cadre international de l'impérialisme.

Ces classes sociales sont le produit de forces économiques qui se heurtent, en naissant et en se développant, à l'impérialisme elles doivent donc revendiquer, sur le plan économique, des *mesures de protection* contre lui, comme les nationalisations, le monopole du commerce extérieur, etc. Elles doivent aussi adopter d'emblée les méthodes les plus modernes de gestion, en acceptant notamment le rôle croissant de l'Etat dans l'économie, la planification, etc. Le fait que ces mesures, exigées par la concurrence avec le capitalisme impérialiste, soient liées à une lutte politique et militaire contre lui pour l'affirmation de la nation, favorise l'illusion que ces mesures de protection sont "anticapitalistes" et aide à assimiler lutte nationale et "socialisme", ces confusions étant évidemment entretenues par la doctrine officielle du marxisme dégénéré.

(1) Si Trotsky, en tant que dirigeant d'un courant qui s'est opposé de toutes ses forces à la victoire du stalinisme, n'a pas toujours eu une formulation impeccable de la nature économique de la Russie, il est clair que le courant trotskyste, qui se revendique de lui - ou plutôt de ses erreurs à l'exclusion de ses positions marxistes et révolutionnaires -, n'a pas seulement rabaissé, tout comme le stalinisme, le socialisme à une vulgaire nationalisation des entreprises, sous les rideaux de fumée d'un "contrôle ouvrier" complètement dénaturé et d'une mythique "économie prolétarienne". Ce courant a également ramené la dictature prolétarienne à un banal démocratisme petit-bourgeois, à peine travesti par les termes trompeurs de "démocratie ouvrière". Il a vidé l'internationalisme de tout son prolétarien en matière de politique internationale en en faisant un simple paravent d'oscillation entre l'applatissage avant la campagne libérale sur les "droits de l'homme" et l'alignement sur l'impérialisme russe sous prétexte de "défense du socialisme". Son pseudo-internationalisme ne peut donc être en matière de parti qu'un lâche fédéralisme de type social-démocrate.

Les classes en formation plus ou moins avancées qui naissent du développement capitaliste dans le "Tiers monde", ou même simplement les couches qui annoncent les classes modernes, sont révolutionnaires ou même seulement progressistes à des degrés extrêmement divers; elles sont naturellement - au moins dans leurs ailes les plus radicales - portées à se nourrir des doctrines sociales et politiques qui, à des degrés également divers, combattent - ou se donnent simplement une apparence de contester - l'ordre établi international. Et comme toutes ces doctrines ont aujourd'hui un lien plus ou moins direct avec la seule classe qui à l'échelle internationale et historique puisse faire faire à l'humanité un nouveau pas de géant, avec la classe qui se développe aussi localement en même temps qu'elles, qui donne toute son abnégation à la lutte contre le passé, c'est-à-dire le prolétariat, ces classes montantes sont donc au moins au début portées à courtiser les ouvriers avec des rêves d'"union fraternelle". Mais par socialisme les classes bourgeoises n'entendent évidemment que les poncifs démocratiques qui correspondent à leur situation intermédiaire entre les vieilles classes bourgeoises impérialistes et les remuantes couches populaires : l'objectif de l'indépendance nationale et les chimères d'égalité entre les nations, de paix entre les classes et de concorde nationale, le tout agrémenté des atours de la justice sociale et de la fraternité universelle.

Le "socialisme national" présente, du point de vue doctrinal, un autre aspect. Dans les pays impérialistes, où il apparaît comme une dégénérescence du marxisme qui prétend trouver des conditions nationales particulières justifiant la soumission aux exigences de la conservation sociale et de son Etat, la bourgeoisie a déjà une culture dont le caractère cosmopolite est suffisamment avancé pour donner à ce "socialisme" une désespérante monotonie dans ses diverses versions nationales.

Mais dans les pays jeunes, ce socialisme se fait l'organe de forces qui naissent précisément dans un cadre social prébourgeois, qui n'a pas encore éliminé par conséquent les vieilles classes et castes et leurs idéologies. Et, justement, les forces qui font leur drapeau du "socialisme national" n'ont pas toujours encore trouvé dans le mouvement historique lui-même le point d'appui suffisant pour se dégager définitivement du passé ; ou bien, elles peuvent désormais d'autant moins rompre avec les vieilles classes et leurs habitudes qu'elles se rendent compte en général, au cours de la lutte même, qu'en menant leur combat de manière trop radicale elles risquent de faire entrer en scène une classe dont l'expérience internationale de leurs aînées montre le danger : *le prolétariat*.

Aussi ce "socialisme national" des pays jeunes donne-t-il une infinité de variantes locales et de combinaisons des vieilles idéologies avec des références au marxisme, selon le poids social des anciennes castes, les conditions d'alliances internationales, et le souci de donner aux prolétaires un drapeau aux couleurs agréables

dans l'espoir de mieux les tenir en laisse (2).

Nul doute qu'avec l'épuisement du cycle révolutionnaire bourgeois dans les pays du "Tiers monde" et l'alignement de plus en plus rapide des bourgeoisies fraîchement émancipées sur l'ordre établi international, ce socialisme petit-bourgeois nouvelle version finira par perdre sa capacité d'entraînement de la jeune et vigoureuse classe ouvrière des continents dominés.

La fin de la vague révolutionnaire anti-impérialiste joue ainsi un rôle symétrique et en même temps complémentaire à l'effritement du mythe du socialisme russe. Ces deux phénomènes déblaient le terrain international du retour du socialisme marxiste, prolétarien, internationaliste et révolutionnaire.

(2) Le maoïsme, produit de la double matrice du stalinisme et d'une réaction à ce dernier qui s'appuie sur la tradition du socialisme petit-bourgeois de Sun Yat-sen, est un des exemples les plus représentatifs du socialisme national. Sa tentative de parer le conflit d'intérêts purement nationaux entre la Russie et la Chine d'une justification doctrinale lui a fait raviver un moment la vieille phraséologie stalinienne dont l'évolution inéluctable des partis "national-communistes" tend à se débarrasser comme d'un habit

Parti prolétarien et partis démocratiques

"En ce moment, où les petits-bourgeois démocratiques sont partout opprimés, ils prêchent en général au prolétariat l'union et la réconciliation ; ils lui tendent la main et s'efforcent de constituer un grand parti d'opposition, qui embrasse toutes les nuances du parti démocratique ; en d'autres termes, ils s'efforcent d'enrôler les ouvriers dans une organisation de parti où prédominent les lieux communs généraux de la social-démocratie servant de paravent à leurs intérêts particuliers, et où défense est faite, pour ne pas troubler la bonne entente, de mettre en avant les revendications précises du prolétariat. Une telle union tournerait uniquement à l'avantage des petits-bourgeois démocratiques et tout à fait au désavantage du prolétariat. Le prolétariat perdrait en totalité sa situation indépendante, achetée par tant de peines, et retomberait au rang de simple annexe de la démocratie bourgeoise officielle. Cette union doit donc être repoussée de la façon la plus catégorique. Au lieu de se ravaler une fois encore à servir de claque aux démocrates bourgeois, les ouvriers, et surtout la Ligue, doivent travailler à constituer, à côté des démocrates officiels, une organisation autonome, secrète et publique du parti ouvrier, et à faire de chaque commune le centre et le noyau de groupements ouvriers où la position et les intérêts du prolétariat seront discutés indépendamment d'influences bourgeoises" (Marx, "Adresse du Conseil central à la Ligue", mars 1850, dans *Karl Marx devant les jurés de Cologne*, Oeuvres complètes, Ed. Costes, 1939, p. 239-240).

II. L'opposition irréductible entre le mode de production capitaliste et le socialisme

Les extraits suivants de nos travaux de parti *Propriété et Capital* et *Les Fondements du communisme révolutionnaire* abordent et restaurent sur le plan de la doctrine marxiste les caractères essentiels non seulement de la société féodale et du mode de production capitaliste qui lui a succédé, mais aussi ceux du socialisme, qui est leur dépassement historique et matériellement déterminé.

Ils rappellent que la conquête fondamentale du capitalisme, le caractère social de la production, est le résultat de l'expropriation du producteur individuel, qui a pour conséquence la séparation entre le producteur et le produit d'un travail toujours plus socialisé ; que la propriété juridique des moyens de production - qu'elle soit celle d'une personne, d'une entreprise ou de l'Etat - n'est que la traduction sur le terrain du droit de cette séparation, l'ouvrier recevant un salaire comme prix de sa force de travail ; que la production et l'accumulation sociales sont réalisées par chaque entreprise dans la société bourgeoise, au sein de l'anarchie des échanges mercantiles ; et ils concluent en montrant que le but final - non librement choisi mais inexorablement déterminé - du mouvement communiste ne peut être un retour utopique et réactionnaire à la production artisanale, qui détruirait l'acquis révolutionnaire du capitalisme, ni la seule expropriation juridique du propriétaire individuel de capital, qui laisserait sur pied ce qui constitue l'essence même du capitalisme. Notre "but", scientifique et seul révolutionnaire, est l'appropriation sociale de la production socialisée, qui ne peut être réalisée qu'avec la destruction de l'accumulation par entreprise, la destruction du marché, du salariat et donc la destruction réelle de la propriété capitaliste (voir Marx, *Critique du Programme de Gotha*, point 3 et Lénine, *L'Etat et la révolution*, chapitre V).

Du même coup se trouvent ainsi démolies la prétention du stalinisme d'avoir "créé du socialisme" en Russie au moyen de la nationalisation des entreprises, ou les prétentions semblables de nombreux régimes du "Tiers monde". Cette idée avait d'ailleurs déjà été

critiquée en doctrine par Engels dans un passage de l'*Anti-Dühring* que nous reproduisons à la fin de ce chapitre. De même sont réfutées les théories du "socialisme d'entreprise" à la Gramsci ou de l'"autogestion" à la mode yougoslave, algérienne ou autre, qui sont autant de manifestations de l'*immédiatisme* qui "voit" la société future comme une simple copie retouchée de la société actuelle, comme une société d'esclaves sans esclavagistes, "autogérée" par les esclaves eux-mêmes !

Caractéristiques technico-organisatives de la production capitaliste

(Extrait de *Propriété et Capital*)

C'est par une formule simple et justifiée par les besoins de la propagande que l'on a toujours défini le socialisme comme l'abolition de la propriété privée en précisant : des moyens de production, puis : et des moyens d'échanges.

Même si cette formule n'est pas complète ni absolument adéquate, elle n'est pas à rejeter. Mais les questions essentielles, anciennes ou récentes, concernant la propriété personnelle, collective, nationale et sociale rendent nécessaire d'élucider le problème de la propriété face à l'antithèse théorique historique et de lutte qui oppose le socialisme au capitalisme. (...)

Capitalisme et propriété ne coïncident pas. Différentes formes économique-sociales qui ont précédé le capitalisme avaient des institutions particulières de la propriété. (...)

La naissance de l'économie capitaliste se présente, dans ses effets sur les rapports de propriété, non comme une instauration, mais comme une très large abolition de droits de propriété privée. On ne doit pas s'étonner de cette thèse, qui n'a rien de nouveau puisqu'elle est absolument conforme, en substance et dans la forme, à l'exposé de Marx. (...)

L'avènement du capitalisme a le caractère d'une destruction des droits de propriété pour la classe nombreuse des petits producteurs artisans et aussi dans une large mesure et surtout dans certains pays, pour les paysans propriétaires et exploitants de leur sol.

L'histoire de la naissance du capitalisme et de l'accumulation primitive est celle de l'expropriation féroce et inhumaine des producteurs qui est relatée dans les pages les plus puissantes du *Capital*.

Le dernier chapitre du Livre I présente, comme d'ailleurs d'autres écrits fondamentaux du marxisme, le renversement futur du capitalisme comme l'expropriation des expropriateurs d'alors et même, mais nous reviendrons plus loin sur ce dernier point, comme une revendication de cette "propriété" détruite et piétinée. (...)

A l'époque moderne, le capitalisme se présente à nous comme ce complexe formidable d'installations, de constructions, de travaux, de machines, dont la technique a recouvert le sol des pays les plus avancés : c'est pourquoi définir le système capitaliste comme celui de la propriété et du monopole de ces moyens colossaux de la production moderne semble aller de soi, alors que ce n'est exact qu'en partie.

Les conditions techniques de la nouvelle économie résident dans de nouveaux procédés basés sur la différenciation des opérations productives et la division du travail. Mais auparavant, il y a eu dans l'histoire un phénomène plus simple : c'est le rapprochement et la réunion dans un même lieu de travail d'un grand nombre de travailleurs qui continuaient à travailler selon la même technique et avec les mêmes outils simples que lorsqu'ils étaient isolés et autonomes.

Le caractère vraiment distinctif de l'innovation ne réside donc pas dans l'apparition d'un possesseur ou d'un conquérant de nouveaux moyens ou de grandes machines supplantant la production artisanale traditionnelle parce qu'ils rendent la fabrication plus facile. Ces grandes installations ne viennent qu'après car dans la coopération simple, comme l'appelle Marx, c'est-à-dire le regroupement de nombreux ouvriers, il suffit de disposer d'un local même primitif qui peut facilement être loué par le "patron" (dans le "sweating system" ou travail à domicile, les travailleurs restent même chez eux). Le caractère distinctif est donc ailleurs, c'est un caractère négatif et par conséquent destructeur et révolutionnaire. Il réside en ce que les travailleurs se sont vus retirer la possibilité de posséder pour leur propre compte les matières premières et les instruments de travail, et donc de rester possesseurs de ce qu'ils ont produit grâce à leur travail, avec liberté de le consommer ou de le vendre, indifféremment. Nous reconnaissons donc l'existence d'une première forme d'économie capitaliste là où nous constaterons qu'il existe une masse de producteurs artisanaux qui n'ont plus la possibilité de se procurer matières premières et instruments, et, comme condition complémentaire, que des moyens d'achat sont réunis en grande quantité dans les mains de nouveaux éléments, les capitalistes, ce qui leur permet, d'une part, d'accaparer les matières premières et les instruments de travail, et, d'autre part, d'acheter la force de travail des artisans devenus salariés et de rester ainsi les possesseurs et les propriétaires absolus de tout le produit du travail. (...)

Le capitalisme chez Marx - car nous ne faisons qu'exposer la doctrine telle qu'elle a toujours été proclamée - ne s'instaure pas seulement par une *expropriation*, mais fonde une économie et donc un

type de propriété *sociale*. On pouvait parler de propriété personnelle au sens classique quand tous les actes productifs et économiques étaient réunis sous le titre d'un seul particulier ; mais quand le travail devient fonction collective de nombreux producteurs associés (ce qui est un caractère fondamental et indispensable du capitalisme), la propriété de la nouvelle entreprise est un fait de portée et d'ordre social, même si les titres juridiques ne mentionnent qu'une seule personne. (...)

Nous devons (...) voir clairement quels sont les traits distinctifs, les traits caractéristiques de l'économie capitaliste, sinon nous ne pourrions pas suivre d'une manière sûre le processus de son évolution, ni juger des caractères de son dépassement.

En ce qui concerne l'évolution des rapports de propriété, et tout en restant pour l'instant sur le terrain du droit de propriété des biens mobiliers (nous nous occuperons ensuite de la propriété du sol et des biens immobiliers), les caractéristiques essentielles et nécessaires du capitalisme sont les suivantes :

1) L'existence d'une économie de marché, qui fait que les travailleurs doivent ACHETER tous leurs moyens de subsistance.

2) L'impossibilité pour les travailleurs de s'approprier et de porter directement sur le marché les biens meubles constitués par les produits de leur travail, c'est-à-dire que le travailleur n'a aucun droit de propriété personnelle sur le produit.

3) L'attribution de moyens d'achat et plus généralement de biens et services aux travailleurs dans une mesure inférieure à la valeur ajoutée par eux aux produits, et l'investissement d'une grande partie de la marge qui en résulte dans de nouvelles installations (accumulation).

Sur la base de ces critères fondamentaux, il nous faut chercher si un titre personnel de propriété sur la fabrique et les installations productives est indispensable à l'existence du capitalisme ; si une économie purement capitaliste ne peut pas exister sans une telle propriété ; et même s'il ne convient pas au capitalisme, dans certaines phases, de la dissimuler sous d'autres formes.

(*Prometeo Anno II*, n° 10, juin-juillet 1948, chap. I, p. 441 et n° 11, nov-déc. 1948, chap. II, pp. 487 à 492).

Les termes de la revendication socialiste

(Extrait de *Propriété et Capital*)

Dans le chapitre précédent nous avons tout d'abord rappelé les caractères technico-organisés bien connus de la production capitaliste par opposition à l'économie artisanale et féodale. Dans leur ensemble ces caractères sont conservés et intégralement revendiqués par le mouvement socialiste. La collaboration de nombreux

ouvriers à la production d'un même type d'objet, la division ultérieure du travail, la répartition des travailleurs dans des phases diverses et successives de la fabrication d'un même objet, l'introduction de toutes les ressources de la science appliquée - machines motrices et machines-outils - dans la technique productive : tels sont les apports de l'époque capitaliste auxquels nous ne nous proposons certes pas de renoncer et qui sont même la base de la nouvelle organisation socialiste. Le fait que les procédés techniques ont été débarrassés du mystère, du secret et de l'exclusivité corporatistes est un autre acquis important et irréversible car, pour le déterminisme, ces derniers rendaient difficile le développement de la science, entravée par la sorcellerie, la religion, les fausses croyances. La bourgeoisie n'a réalisé ces progrès que par des méthodes barbares et en précipitant la masse des producteurs dans la misère et l'esclavage salarié, et ceci reste toujours un point fondamental pour nous. Mais cela ne signifie certainement pas pour autant que nous nous proposons de retourner à la libre production de l'artisan autonome. (...)

La révolution capitaliste dans la production a séparé violemment les travailleurs de leur produit, de leur instrument de travail, de tous leurs moyens de production, en ce sens qu'elle a supprimé le droit d'en disposer directement, personnellement. Le socialisme condamne cette spoliation, mais ce n'est certes pas pour restituer à chaque artisan ses outils et le produit qu'il a fabriqué avec eux pour qu'il aille sur le marché l'échanger contre des moyens de subsistance. En un certain sens, la séparation brutalement effectuée par le capitalisme est historiquement définitive. Mais dans notre perspective dialectique, cette séparation sera dépassée sur un plan supérieur et plus vaste. L'artisan libre et autonome disposait individuellement des outils et des produits ; puis outils et produits sont passés à la disposition du patron capitaliste. Ils devront revenir à la disposition de la *classe* des producteurs. Ce sera une disposition sociale et non plus individuelle, ni même corporative. Ce ne sera plus une forme de propriété, mais d'organisation technique générale, et si nous voulions préciser les choses dès maintenant, nous devrions parler de disposition de la part de la société et non d'une classe, puisque cette organisation tend à un type de société sans classes. (...)

La revendication socialiste classique consiste dans l'abolition du salariat. Seule l'abolition du salariat implique celle du capitalisme. Mais ne pouvant abolir le salariat dans le sens où l'on rendrait au travailleur la physionomie absurde et rétrograde de vendeur de son produit sur le marché, le socialisme revendique dès sa formation *l'abolition de l'économie de marché*.

Le cadre mercantile de la distribution a précédé, comme nous l'avons déjà rappelé, le capitalisme et il a englobé toutes les économies précédentes, en remontant jusqu'à celle où les hommes eux-mêmes étaient des marchandises (esclavage).

Economie mercantile moderne veut dire économie monétaire ; donc la revendication socialiste antimercantile comporte également l'abolition de la monnaie, moyen d'échange et aussi moyen de formation pratique des capitaux.

Dans un cadre de distribution mercantile et monétaire le capitalisme tend inévitablement à renaître. Si ceci n'était pas vrai, il faudrait déchirer toutes les pages du *Capital* de Marx.

Dans tous ses textes et en particulier dans les polémiques de Marx contre Proudhon et toutes les formes de socialisme petit-bourgeois, le marxisme se prononce contre le mercantilisme. C'est un mérite du programme communiste rédigé par Boukharine, malgré la prolixité de son texte, d'avoir remis pleinement en lumière ce point essentiel.

Mais à la fin du paragraphe précédent, nous avons établi un troisième point qui distingue le capitalisme des régimes qu'il a vaincus : le produit du travail des ouvriers est amputé d'une forte fraction représentant le profit patronal, et surtout une partie importante de cette fraction est destinée à l'accumulation de nouveau capital.

Il est évident qu'en voulant retirer au patron bourgeois le droit de disposer du produit et de le porter au marché, le socialisme lui retirait aussi son droit de propriété sur l'usine et enfin la disposition de la plus-value et du profit. Il a proclamé voici plus d'un siècle que l'on pouvait abolir le salariat, ce qui signifiait dépasser l'économie de marché connue jusqu'alors. En détruisant le marché sur lequel le petit artisan du Moyen Age se présentait timidement avec quelques articles manufacturés, et où les produits du travail associé moderne arrivent avec le caractère capitaliste de marchandises, il est bien clair que l'on détruit aussi le marché des instruments de production et le marché des capitaux, et donc l'accumulation du capital.

Mais tout ceci ne suffit pas encore.

Nous avons déjà dit que dans le processus d'accumulation il y a un aspect social. Nous avons rappelé que dans la propagande sentimentale - et qui parmi nous, socialistes, n'en a pas abusé ? - nous mettions en avant l'injustice que représentaient, face à une justice distributive abstraite, les prélèvements faits par le capitaliste sur la plus-value en vue de sa consommation ou de celle de sa famille, et qui lui permettait un niveau de vie bien supérieur à celui des ouvriers. Abolition du profit, criions-nous donc, et c'était parfaitement juste. Aussi juste qu'insuffisant. Depuis cent ans, les économistes bourgeois nous refont un calcul d'où il ressort que le revenu national entier d'un pays donné divisé par le nombre de citoyens ne donne à chacun qu'un niveau de vie à peine supérieur à celui de l'ouvrier. Le calcul est exact, mais sa réfutation est aussi vieille que le socialisme, même si aucun économiste bourgeois n'est capable de la comprendre.

Les diverses sommes que le capitaliste met de côté ayant de prélever la dernière part qui servira à ses plaisirs ont, dans une certaine mesure, un but rationnel et social. Dans une économie collective aussi, on devra aussi mettre de côté des produits et des instruments en proportion suffisante pour permettre le maintien et la progression de toute l'organisation. Dans un certain sens, on aura une accumulation sociale.

Disons-nous donc, nous socialistes, que nous voulons remplacer l'accumulation personnelle, privée, par l'accumulation sociale ? Cela ne suffit pas. Si la consommation d'une partie de la plus-value par le capitaliste est un fait privé, dont nous réclamons l'abolition mais qui a quantitativement peu de poids, l'accumulation, même *capitaliste*, est déjà un fait social, un facteur tendanciellement utile à tous sur le plan social.

Des forces économiques anciennes qui se contentaient de théauriser sont restées immobiles pendant des milliers d'années, tandis qu'en accumulant, l'économie capitaliste a centuplé les forces productives en quelques dizaines d'années, travaillant ainsi pour notre révolution.

Mais l'*anarchie* que Marx impute au capitalisme réside dans le fait que le capitalisme accumule par *entreprise*, par *usine*, des entreprises et des usines qui agissent et vivent dans un cadre *mercantile*.

Ce système (nous examinerons mieux par la suite au moyen de quelques exemples techniques cette thèse épineuse mais fondamentale) ne s'organise pas autrement qu'en fonction du profit maximum de l'*entreprise*, un profit qui souvent n'est réalisé qu'en diminuant les profits d'autres entreprises. Au départ, et ici les économistes de l'école bourgeoise avaient raison, la supériorité de la grande entreprise organisée sur la *super-anarchie* de la petite production amenait un rendement tellement supérieur que, outre le profit du capitaliste et un large prélèvement affecté à de nouvelles installations et de nouveaux progrès, l'ouvrier de l'industrie évoluée pouvait mettre sur sa table des plats inconnus du petit artisan.

Mais chaque entreprise voulant atteindre un profit maximum, chacune étant enfermée dans sa comptabilité de dépenses et recettes de marché, les problèmes du rendement général du travail humain furent, au cours du développement, mal résolus, et même résolus à l'envers.

Le système capitaliste empêche de poser le problème qui consiste à élever au maximum non le *profit*, mais le *produit*, à égalité d'efforts et de temps de travail, afin qu'une fois prélevée la part nécessaire à l'accumulation sociale, on puisse augmenter la consommation et réduire le travail, l'effort, l'obligation de travail. Préoccupé uniquement de vendre à haut prix le produit de l'entreprise et de payer le moins cher possible les produits des autres, le système capitaliste ne peut arriver à une adaptation générale de la production à la consommation et subit des crises successives.

Donc, la revendication socialiste se propose d'abattre non seulement le droit et l'économie de la propriété privée, mais en même temps l'économie de marché et l'économie d'entreprise.

C'est seulement lorsqu'on tendra à dépasser ces trois caractères de l'économie actuelle : propriété privée des produits, marché monétaire, organisation de la production par entreprises, que l'on pourra dire que l'on va vers l'organisation socialiste.

Il s'agit maintenant de voir comment la revendication socialiste tombe quand on en supprime un seul terme. Le caractère "économie privée individuelle et personnelle" peut être largement dépassé, même en plein capitalisme. Nous, nous combattons le capitalisme comme classe, et pas seulement les capitalistes en tant que particuliers. Il y a capitalisme aussi longtemps que les produits sont portés sur le marché ou en tout cas "comptabilisés" au crédit de l'entreprise, considérée comme îlot économique distinct, même très grand, tandis que la rétribution du travail est portée à son débit.

L'économie bourgeoise est une économie en partie double. L'individu bourgeois n'est pas un homme mais une maison de commerce. Nous voulons détruire toutes les maisons de commerce. Nous voulons supprimer l'économie en partie double pour fonder l'économie en partie simple que l'histoire connaissait déjà à l'époque où le troglodyte, avec ses mains pour seul instrument, sortait pour cueillir autant de noix de coco qu'il avait de compagnons dans la caverne.

Tout ceci, nous le savions déjà en 1848 : cela ne nous empêche pas de le répéter avec une ardeur juvénile.

(*Prometeo Anno II*, n° 11, nov-déc. 1948, chap. III, pp. 493 à 497).

Le communisme n'est pas l'autonomie

(Extrait des *Fondements du communisme révolutionnaire*)

Dans la société bourgeoise le prolétaire produit comme le veut le capitaliste (et, d'une façon plus générale et scientifique, comme le veulent les lois du mode de production capitaliste, comme le veut le capital, ce monstre extra-humain) et il consomme, dans une certaine limite, non pas autant que, mais certainement *comme* il veut. Dans la société socialiste, chaque membre ne sera pas "autonome" dans le choix de ses actes de production, *ni même* dans le choix de ses actes de consommation, ces deux sphères étant dictées par la société, et pour la société. Par qui ?, demandent les imbéciles. La réponse est claire. Dans une première phase, par la "dictature" du prolétariat révolutionnaire, dont le seul organe qui peut *sentir par avance* le jeu des forces de la période suivante est le parti révolutionnaire. Dans une deuxième phase historique, par la spontanéité

issue de la diffusion d'une économie qui aura aboli les *autonomies* des classes et des personnes dans tous les domaines. (...)

Tous les immédiatistes, qui sont des gens qui ne peuvent atteindre les sommets du marxisme, font cette erreur : à la place de la *société* ils mettent un simple regroupement de travailleurs. Ils choisissent ce regroupement en s'en tenant aux limites d'un des bagnes dont se compose la société bourgeoise d'*hommes libres* : l'usine, le métier, la petite allée territoriale et juridictionnelle. Tout leur effort consiste à dire à des non-libres, des non-citoyens, des *non-individus* (c'est cela la grandeur que leur dicte, inconsciemment, la révolution capitaliste) : enviez et imitez vos oppresseurs, devenez autonomes, libres, citoyens, personnes. En un mot, ils les embourgeoisent.

La question n'est pas que des groupes immédiats de la société actuelle s'attribuent les fonctions qu'a aujourd'hui le capitalisme. La question c'est la *société non capitaliste*. C'est cela l'abîme qui nous sépare de ces gens. Devant les résultats de la faillite en Russie on déblatère, on dit qu'on a créé une nouvelle autocratie, un centre bureaucratique, un sommet oppresseur et que pour éviter cela il faut briser cette unité puissante : la société, en autant de fragments "autonomes", libres de singer les modèles bourgeois ignobles, et d'ailleurs, désormais, plus que dépassés, alors que nous disons, nous, que c'est l'autonomie de la personne qu'il faut briser. (...)

Que chaque association soit en possession "à sa façon" des instruments de travail de son secteur ne nous donne pas le socialisme. De cette façon on ne fait que substituer à la lutte de classe, dont l'issue n'est pas l'autonomie mais la dictature, l'absurde *bellum omnium contra omnes*, la guerre de tous contre tous, solution historique heureusement aussi inféconde qu'absurde. (...)

Antonio Labriola donna raison à Merlino quand il s'insurgea contre l'idée de Lassalle (prince de l'*immédiatisme*) qui disait qu'il fallait "préparer les voies à la solution de la question sociale en établissant une société de production avec l'aide de l'Etat sous le contrôle démocratique du peuple des travailleurs". Ce passage infect passa en effet dans le programme de Gotha (1875) mais il ne figure pas dans celui d'Erfurt de 1891, qui provoqua de violentes critiques d'Engels. (...)

Tous les immédiatistes que nous avons passés en revue ont transformé la revendication de la Classe dictatoriale qui *supprime* les classes, et qui n'aspire même pas à être la Seule Classe, en une autre revendication misérable : être élevée au rang de Quart Etat.

Mais qui, sinon Marx, et avec lui Engels, mit en morceaux, dans des textes qui furent cachés pendant 15 ans, cette ignoble formulation ? Il donna, dans la *Critique du Programme de Gotha*, la conception la plus classique et la plus dialectique de la société future dans des phrases qui démolissent, outre l'*immédiatisme* (aujourd'

hui ultra-répandu) qui voudrait mettre la mamelle étatique entre les lèvres de la classe ouvrière, tout particularisme et tout fédéralisme, toutes les monstruosité sur les "domaines autonomes d'organisation économique". Ces textes, sur lesquels Lénine travailla en maître, le prouvent encore.

Aujourd'hui, alors que nous sommes submergés par les "questions de structure", les "problèmes à résoudre", les "voies à préparer", on respire une bouffée d'oxygène en relisant ces feuilles qui ont jauni dans le tiroir de Bebel : "On remplace la lutte des classes existante par une formule creuse de journaliste : la "question sociale", à la "solution" de laquelle on "prépare les voies". Au lieu de découler du processus de transformation révolutionnaire de la société, "l'organisation socialiste de l'ensemble du travail résulte" de "l'aide de l'Etat !" " (plus haut Marx avait déjà pulvérisé une autre expression idiote, qu'on entend encore aujourd'hui, sur l' "affranchissement du travail", alors que c'est de l'émancipation de la classe travailleuse qu'il faut parler).

Un peu plus loin Marx se moque de la formule : "contrôle démocratique du peuple travailleur" en disant qu'un "peuple de travailleurs (qui sollicite) l'Etat de la sorte manifeste sa pleine conscience qu'il n'est ni au pouvoir, ni mûr pour le pouvoir".

Mais la phrase qui montre quelle est pour nous, marxistes, la forme de la société de demain, est la suivante : "Dire que les travailleurs veulent établir les conditions de la production collective A L'ECHELLE DE LA SOCIÉTÉ et, chez eux, pour commencer, à l'échelle nationale, cela signifie simplement qu'ils travaillent au renversement des conditions de production d'aujourd'hui : et cela n'a rien à voir avec la création de sociétés coopératives subventionnées par l'Etat".

oOo

"Dirons-nous qu'après la chute de l'ancienne société il y aura une nouvelle domination de classe, se résumant en un nouveau pouvoir politique ? Non". (...)

Et pourquoi non ?

Parce que "la condition de l'émancipation de la classe laborieuse c'est l'abolition de toutes les classes, de la même façon que la condition de l'émancipation du Tiers-Etat, de l'Ordre bourgeois, ce fut l'abolition de tous les Etats, de tous les ordres".

De nombreuses générations ont passé, et trois Internationales sont nées et mortes. Nous avons vu partir en ascension des dizaines et des dizaines de personnages qui voulaient monter plus haut que Marx, et après plus haut que Lénine. Il y en a peu, très peu qui ont atteint ne serait-ce que la hauteur du bourgeois incorruptible, de Maximilien Robespierre. Qui repose, depuis bientôt deux siècles, sur la pierre tombale de tous les Ordres Nouveaux...

(Les fondements du communisme révolutionnaire, Editions Programme communiste, 1970, IIIe partie, pp. 40 à 44 et 51-52).

La transformation en propriété d'Etat n'abolit pas le capital

(Extrait de l'*Anti-Dühring* de Engels)

Quoi qu'il en soit, avec trusts ou sans trusts, il faut finalement que le représentant officiel de la société capitaliste, l'Etat, en prenne la direction (*). La nécessité de la transformation en propriété d'Etat apparaît d'abord dans les grands organismes de communication : postes, télégraphes, chemins de fer.

Si les crises ont fait apparaître l'incapacité de la bourgeoisie à continuer à gérer les forces productives modernes, la transformation des grands organismes de production et de communication en sociétés par actions et en propriétés d'Etat montre combien on peut se passer de la bourgeoisie pour cette fin. Toutes les fonc-

(*) Je dis : *il faut*. Car ce n'est que dans le cas où les moyens de production et de communication sont *réellement* trop grands pour être dirigés par les sociétés par actions, où donc l'étatisation est devenue une nécessité *économique*, c'est seulement en ce cas qu'elle signifie un progrès économique, même si c'est l'Etat actuel qui l'accomplit ; qu'elle signifie qu'on atteint à un nouveau stade, préalable à la prise de possession de toutes les forces productives par la société elle-même. Mais on a vu récemment, depuis que Bismarck s'est lancé dans les étatisations, apparaître certain faux socialisme qui même, çà et là, a dégénéré en quelque servilité, et qui proclame socialiste sans autre forme de procès, *toute* étatisation, même celle de Bismarck. Evidemment, si l'étatisation du tabac était socialiste, Napoléon et Metternich compteraient parmi les fondateurs du socialisme. Si l'Etat belge, pour des raisons politiques et financières très terre à terre, a construit lui-même ses chemins de fer principaux ; si Bismarck, sans aucune nécessité économique, a étatisé les principales lignes de chemins de fer de la Prusse, simplement pour pouvoir mieux les organiser et les utiliser en temps de guerre, pour faire des employés des chemins de fer un bétail électoral au service du gouvernement et surtout pour se donner une nouvelle source de revenus indépendante des décisions du Parlement, - ce n'était nullement là des mesures socialistes, directes ou indirectes, conscientes ou inconscientes. Autrement ce seraient des institutions socialistes que la Société royale de commerce maritime, la Manufacture royale de porcelaine et même, dans la troupe, le tailleur de compagnie, voire l'étatisation proposée avec le plus grand sérieux, vers les années 30, sous Frédéric-Guillaume III, par un gros malin - celle des bordels. (Note d'Engels).

tions sociales du capitaliste sont maintenant assurées par des employés rémunérés. Le capitaliste n'a plus aucune activité sociale hormis celle d'empocher les revenus, de détacher les coupons et de jouer à la Bourse, où les divers capitalistes se dépouillent mutuellement de leur capital. Le mode de production capitaliste, qui a commencé par évincer des ouvriers, évince maintenant les capitalistes et, tout comme les ouvriers, il les relègue dans la population superflue, sinon dès l'abord dans l'armée industrielle de réserve.

Mais ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre les empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble.

(Engels, *Anti-Dühring*, Editions Sociales, Paris 1973, IIIe partie, chap. 2, pp. 314-315).

L'organe de la lutte révolutionnaire est le Parti politique de classe

"Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes" (*Statuts généraux de l'Association Internationale des Travailleurs*, art. 8, 1972, dans *Le Conseil général de la Ière Internationale, 1871-1872*, Editions du Progrès, Moscou, 1975, p. 358).

"Le Parti Communiste est une fraction de la classe ouvrière et bien entendu il en est la fraction la plus avancée, la plus consciente et, partant, la plus révolutionnaire. Il se forme par la sélection spontanée des travailleurs les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants" (*Thèses sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne adoptées au IIe Congrès de l'I.C., 1920*, dans *Parti et classe*, Ed. Programme communiste, 1975, p. 29-30).

III. Du capitalisme au communisme

Marx et Lénine ne pouvaient imaginer qu'on utiliserait leur nom pour marier, comme se l'est permis le stalinisme, le *socialisme* et le *marché*, et pour identifier, comme l'a fait le maoïsme et continue à le faire ses héritiers "pro-albanais", la *dictature du prolétariat* et le *socialisme*. Il est utile de retourner aux textes classiques eux-mêmes pour en finir avec ces spéculations intéressées sur un *socialisme* compatible avec le salaire et la lutte des classes, ce qui permet de renvoyer la transformation communiste de la société aux canelées grecques.

Le marxisme fait débiter explicitement la phase du *socialisme* lorsque le *marché* est remplacé par une répartition centralisée et non mercantile des produits, *pas avant*. Dans la phase qui précède où les rapports capitalistes n'ont pas encore été totalement détruits et où le processus d'élimination des classes sociales qui dérivent de ces rapports n'est pas encore complètement achevé, la lutte entre ces classes se poursuit encore, et, par conséquent, un Etat de classe est encore indispensable : c'est la *dictature du prolétariat*.

Marx écrit : "*Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat*" (souligné par Marx, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Editions sociales, Paris, 1966, p. 44).

En revanche, lorsque la période de transition révolutionnaire est terminée, c'est-à-dire dès qu'on entre dans la phase du *socialisme*, il n'y a plus de classes sociales et donc d'Etat au sens politique du terme.

Il existe tout naturellement une relation entre le mariage opéré par le stalinisme entre le *socialisme* et le *marché*, et l'assimilation de la *dictature du prolétariat* et du *socialisme* effectuée par le maoïsme. Si en effet le *socialisme* reste mercantile, la société devient socialiste avec la seule nationalisation de l'industrie (qu'Engels appelle pourtant "*capitalisme d'Etat*" comme nous l'avons vu précédemment) alors qu'existe encore bel et bien un Etat de classe.

Il est impossible de cacher une telle révision en présentant une distinction théorique entre la phase socialiste assimilée à la

Insurrection et dictature exigent la direction d'un Parti Communiste

"Avant de réaliser un changement socialiste, il faut une dictature du prolétariat, dont une condition première est l'armée prolétarienne. Les classes ouvrières devront conquérir sur le champ de bataille le droit à leur propre émancipation. La tâche de l'Internationale est d'organiser et de coordonner les forces ouvrières dans le combat qui les attend".

(Marx, "Discours de commémoration du septième anniversaire de l'Association Internationale des Travailleurs, le 25 septembre 1871 à Londres", *The World* du 15 octobre 1871, dans Marx-Engels, *La Commune de 1871*, UGE, Paris 1971, p. 207).

"Lorsqu'on nous reproche la dictature d'un seul parti et qu'on propose, comme vous l'avez entendu, un front unique socialiste, nous disons : "Dictature d'un seul parti, oui ! Telle est notre position, et nous ne pouvons quitter ce terrain, parce que c'est le parti qui, au cours de dizaines d'années, a conquis la place d'avant-garde de l'ensemble du prolétariat industriel des fabriques et des usines". (Lénine, "Discours au Ier Congrès des Travailleurs de l'enseignement et de la culture socialiste de Russie", 31 juillet 1919, *Oeuvres*, T. 29, p. 540).

"Le rôle exceptionnel que joue le Parti communiste, lorsque la révolution prolétarienne a remporté la victoire, est bien compréhensible. Il s'agit de la dictature d'une classe. La classe se compose de différentes couches, les opinions et les sentiments n'y sont pas unanimes, les niveaux intellectuels varient. Or, la dictature pré suppose unité de volonté, unité de tendance, unité d'action. Par quelle autre voie pourrait-elle se réaliser ? La domination révolutionnaire du prolétariat suppose dans le prolétariat même la domination d'un Parti pourvu d'un programme d'action bien défini, et fort d'une discipline intérieure indiscutée" (Trotsky, *Terrorisme et communisme*, Ed. Prométhée, 1980, p. 118).

"En conclusion, le parti communiste gouvernera seul et n'abandonnera jamais le pouvoir sans une lutte matérielle. Cette affirmation courageuse de la volonté de ne pas céder à la tromperie des chiffres et de ne pas en faire usage aidera à lutter contre la dégénérescence de la révolution" ("Dictature prolétarienne et parti de classe", dans *Parti et classe*, "Les textes du Parti Communiste International" n° 2, Ed. Programme Communiste, 1975, p. 98).

dictature du prolétariat et la phase communiste à laquelle mènerait cette dernière. Puisque, dans la conception stalino-maoïste, le communisme reste mercantile, où est la différence de nature avec le socialisme ?

En fait il n'y a pour le marxisme aucune différence de nature entre socialisme et communisme, mais seulement une différence de *matu- rité* : le socialisme n'est que la phase inférieure de la société communiste.

C'est ce qui ressort parfaitement de l'extrait de la *Critique du programme de Gotha*, où Marx établit ces phases en polémique avec Lassalle sur les caractères de la distribution en régime socialiste.

Lénine reprend cette distinction dans *l'Etat et la révolution* où il étudie en particulier les bases économiques de l'extinction de l'Etat. Après avoir rappelé la nécessité de la dictature du prolétariat dans la phase de la *transition du capitalisme au communisme*, il étudie l'évolution de l'Etat "*dans la première phase de la société communiste (que l'on appelle ordinairement socialiste)*". Comme cela apparaît clairement dans l'extrait publié dans cette partie, l'Etat a bien disparu en tant qu'*Etat de classe*, en tant que *dictature de classe*. Les classes ont cessé d'exister, mais la persistance d'une *règle de répartition sociale*, d'une *règle d'égalité* et donc du "*droit bourgeois*" entraîne que l'Etat existe encore en tant qu'*instrument de con- trainte sociale*. Cependant, à mesure que la société peut mieux faire face au développement des besoins de l'ensemble de la population et de chacun de ses membres, l'instrument de la contrainte disparaît avec la nécessité de la contrainte elle-même. L'Etat n'est plus alors qu'un simple *organe d'administration rationnelle des opérations de produc- tion* ; mieux, il lui cède la place : avec le communisme intégral, *l'Etat s'est éteint*, pour reprendre l'expression célèbre d'Engels.

Nous reproduisons enfin dans cette partie un chapitre de notre *Dialogue avec Staline*, publié en octobre-novembre 1952 en réplique au texte de Staline : *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*. Ce chapitre a l'avantage de présenter de façon synthétique les phases de la société future.

Socialisme et communisme

(Extrait de la *Critique du programme de Gotha* de Marx)

Au sein d'un ordre social communautaire, fondé sur la propriété commune des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits ; de même, le travail incorporé dans des produits n'apparaît pas davantage ici *comme valeur* de ces produits, comme une qualité réelle possédée par eux, puisque désormais, au rebours de ce qui se passe dans la société capitaliste, ce n'est plus par la voie d'un dé-

tour, mais directement, que les travaux de l'individu deviennent partie intégrante du travail de la communauté. L'expression : "produit du travail", condamnable même aujourd'hui à cause de son ambiguïté, perd ainsi toute signification.

Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste ; une société par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue. Le producteur reçoit donc individuellement - les défalcons une fois faites l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son *quantum* individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel ; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcon faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail. Le même *quantum* de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle, en retour, sous une autre forme.

C'est manifestement ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises pour autant qu'il est échange de valeurs égales. Le fond et la forme diffèrent parce que, les conditions étant différentes, nul ne peut rien fournir d'autre que son travail et que, par ailleurs, rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que des objets de consommation individuelle. Mais pour ce qui est du partage de ces objets entre producteurs pris individuellement, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes : une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme.

Le bon de travail n'est pas une monnaie

"Le capital-argent disparaît dans la production sociale. La société répartit la force de travail et les moyens de production dans les différentes branches d'industrie. Peu importe que l'on remette aux producteurs des bons leur permettant de prélever sur les provisions de consommation de la société des quantités correspondant à leur temps de travail. Ils ne circulent pas".

(Marx, *Le Capital*, Livre II, Chap. XVIII, Ed. Costes, Paris, 1947, p. 176)

Le *droit égal* est donc toujours ici, dans son principe... le *droit bourgeois*, bien que principe et pratique ne s'y prennent plus aux cheveux, tandis qu'aujourd'hui l'échange d'équivalents n'existe pour les marchandises qu' *en moyenne* et non dans le cas individuel.

En dépit de ce progrès, le *droit égal* reste toujours grevé d'une limite bourgeoise. Le droit du producteur est *proportionnel* au travail qu'il a fourni ; l'égalité consiste ici dans l'emploi comme *unité de mesure commune*.

Mais un individu l'emporte physiquement ou moralement sur un autre, il fournit donc dans le même temps plus de travail ou peut travailler plus de temps ; et pour que le travail puisse servir de mesure, il faut déterminer sa durée ou son intensité, sinon il cesserait d'être unité. Ce *droit égal* est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre ; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et, par suite, de la capacité de rendement comme des privilèges naturels. *C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit*. Le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure ; mais les individus inégaux (et ce ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux) ne sont mesurables d'après une unité commune qu'autant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect *déterminé* ; par exemple, dans le cas présent, qu'on ne les considère *que comme travailleurs* et rien de plus, et que l'on fait abstraction de tout le reste. D'autre part : un ouvrier est marié, l'autre non ; l'un a plus d'enfants que l'autre, etc. A égalité de travail et par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal.

Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.

Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !".

Je me suis particulièrement étendu sur le "produit intégral du travail", ainsi que sur le "droit égal", le "partage équitable", afin

de montrer combien criminelle est l'entreprise de ceux qui, d'une part, veulent imposer derechef à notre Parti, comme des dogmes, des conceptions qui ont signifié quelque chose à une certaine époque, mais ne sont plus aujourd'hui qu'une phraséologie désuète, et d'autre part, faussent la conception réaliste inculquée à grand'peine au Parti, mais aujourd'hui bien enracinée en lui, et cela à l'aide des fariboles d'une idéologie juridique ou autre, si familières aux démocrates et aux socialistes français.

(Marx, *Critique du programme de Gotha*, Editions Sociales, Paris 1972, pp. 29 à 33).

Socialisme et extinction de l'Etat

(Extrait de *L'Etat et la révolution de Lénine*)

Ainsi, dans la première phase de la société communiste (que l'on appelle ordinairement socialisme) (3), le "droit bourgeois" est aboli *non pas* complètement, mais seulement en partie, seulement dans la mesure où la révolution économique a été faite, c'est-à-dire seulement en ce qui concerne les moyens de production. Le "droit bourgeois" en reconnaît la propriété privée aux individus. Le socialisme en fait une propriété *commune*. C'est *dans cette mesure* mais dans cette mesure seulement, que le "droit bourgeois" se trouve aboli.

Il subsiste cependant dans son autre partie, en qualité de régulateur de la répartition des produits et de la répartition du travail entre les membres de la société. "Qui ne travaille pas ne doit pas manger" : ce principe socialiste est *déjà* réalisé ; "à quantité égale de travail, quantité égale de produits" : cet autre principe socialiste est *déjà* réalisé, lui aussi. Pourtant, ce n'est pas encore

(3) "Nous abordons ici la question de la distinction scientifique entre socialisme et communisme, effleurée par Engels (...). Au point de vue politique, la différence entre la première phase ou phase inférieure et la phase supérieure du communisme sera certainement considérable avec le temps ; mais aujourd'hui, en régime capitaliste, il serait ridicule d'en faire cas, et seuls peut-être quelques anarchistes pourraient la mettre au premier plan (...)

"Mais la différence scientifique entre socialisme et communisme est claire. Ce que l'on appelle communément socialisme, Marx l'a appelé la "première" phase ou phase inférieure de la société communiste. Dans la mesure où les moyens de production deviennent propriété *commune*, le mot "communisme" peut s'appliquer également ici, à condition de ne pas oublier que ce *n'est pas* le communisme intégral" (*L'Etat et la révolution*, Oeuvres, tome 25, p. 508).

le communisme et cela n'élimine pas encore le "droit bourgeois" qui, à des hommes inégaux et pour une quantité inégale (inégaie en fait) de travail, attribue une quantité égale de produits.

C'est là un "inconvéient", dit Marx ; mais il est inévitable dans la première phase du communisme, car on ne peut, sans verser dans l'utopie, penser qu'après avoir renversé le capitalisme les hommes apprennent d'emblée à travailler pour la société *sans normes juridiques d'aucune sorte* ; au reste, l'abolition du capitalisme ne donne pas d'emblée les prémisses économiques d'un tel changement.

Or, il n'y a d'autres normes que celles du "droit bourgeois". C'est pourquoi subsiste la nécessité d'un Etat chargé, tout en protégeant la propriété commune des moyens de production, de protéger l'égalité du travail et l'égalité dans la répartition des produits.

L'Etat s'éteint, pour autant qu'il n'y a plus de capitalistes, plus de classes, et que, par conséquent, il n'y a pas de *classe à mater*.

Mais l'Etat n'a pas encore entièrement disparu puisque l'on continue à protéger le "droit bourgeois" qui consacre l'inégalité de fait. Pour que l'Etat s'éteigne complètement, il faut l'avènement du communisme intégral.

(Lénine, *L'Etat et la révolution*, Oeuvres, Editions Sociales, Paris 1970, tome 25, pp. 504-505).

(Extrait de *l'Anti-Dühring* de Engels)

Dès qu'il n'y a plus de classe sociale à tenir dans l'oppression ; dès que, avec la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle motivée par l'anarchie antérieure de la production, sont éliminés également les collisions et les excès qui en résultent, il n'y a plus rien à réprimer qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un Etat. Le premier acte dans lequel l'Etat apparaît réellement comme représentant de toute la société, - la prise de possession des moyens de production au nom de la société, - est en même temps son dernier acte propre en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans les rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas "aboli", *il s'éteint*. Voilà qui permet de juger la phrase creuse sur l'"Etat populaire libre", tant du point de vue de sa justification temporaire comme moyen d'agitation que du point de vue de son insuffisance définitive comme idée scientifique ; de juger également la revendication de ceux qu'on appelle les anarchistes, d'après laquelle l'Etat doit être aboli du jour au lendemain.

(Engels, *Anti-Dühring*, Editions Sociales, Paris 1973, p. 317).

Les phases de la société future

(Extrait de *Dialogue avec Staline*)

Nous concluerons l'argumentation économique par une synthèse des *stades* de la société future : car c'est une question dans laquelle le "document" de Staline apporte quelque confusion. "France-Presse" l'a accusé à ce sujet d'avoir plagié l'écrit de Nicolas Boukharine sur les lois économiques de la période de transition. En réalité, Staline cite plusieurs fois cet écrit, se prévalant même d'une critique qu'en fit Lénine. Chargé de préparer le *Programme* de l'Internationale communiste, resté par la suite à l'état de projet, Boukharine eut le grand mérite de mettre au tout premier plan le postulat anti-mercantiliste de la révolution socialiste. Puis, dans l'analyse de la période de transition en Russie, il suivait Lénine, reconnaissant qu'il fallait *subir* des formes mercantiles en régime de dictature du prolétariat.

Tout devient clair si l'on relève que ce stade, analysé par Lénine et Boukharine, *précède* les deux stades de la société communiste dont parle Marx et dont Lénine donne une magnifique illustration dans un chapitre de "*L'Etat et la révolution*".

Le schéma suivant pourra servir de récapitulation à notre difficile sujet :

Stade de transition : le prolétariat a conquis le pouvoir et doit mettre les classes non prolétariennes hors la loi, justement parce qu'il ne peut pas les "abolir" d'un seul coup. Cela signifie que l'Etat prolétarien contrôle une économie dont une partie, il est vrai décroissante, connaît la distribution mercantile et même des formes de disposition privée du produit et des moyens de production (que ceux-ci soient concentrés ou éparpillés). Economie non encore socialiste, économie de transition.

Stade inférieur du communisme : ou, si l'on veut, socialisme. La société est déjà parvenue à la *disposition* des produits en général et elle les a *assignés* à ses membres au moyen d'un plan de "contingement". L'échange et la monnaie ont cessé d'assurer cette fonction. On ne peut concéder à Staline que l'échange simple sans monnaie, mais toujours selon la loi de la valeur, puisse être une perspective d'acheminement au communisme : cela représenterait au contraire une sorte de rechute dans le système du troc. L'assignation des produits part au contraire du centre et s'effectue sans équivalents en retour. Exemple : lorsqu'une épidémie de malaria éclate, on distribue de la quinine gratis dans la zone intéressée, mais à raison d'un seul tube par habitant.

A ce stade, outre que l'obligation du travail subsiste, l'enregistrement du temps de travail fourni et le certificat attestant cette

fourniture, c'est-à-dire le fameux *bon de travail* si discuté depuis un siècle, sont nécessaires. Le bon possède la caractéristique de ne pouvoir être accumulé, si bien que toute tentative de le faire entraîner la perte d'une certaine quantité de travail sans restitution d'équivalent. La loi de la valeur est enterrée. (Engels : la société n'attribue plus de "valeur aux produits").

Stade du communisme supérieur que l'on peut aussi appeler sans hésitation plein socialisme. La productivité du travail est devenue telle que ni la contrainte, ni le contingentement ne sont plus nécessaires (sauf cas pathologiques) pour éviter le gaspillage des produits et de la force humaine. Liberté de prélèvement pour la consommation à tous. A chacun liberté de prélèvement pour sa consommation.

Exemple : les pharmacies distribuent gratuitement et sans restriction la quinine. Et si quelqu'un en prenait dix tubes pour s'empoisonner ? Il serait évidemment aussi stupide que ceux qui confondent une infecte société bourgeoise avec le socialisme.

A quel stade Staline est-il arrivé ? A aucun des trois. Il n'en est pas au stade de transition *du* capitalisme au socialisme, mais à celui de la transition *au* capitalisme. Chose presque respectable, et qui n'a rien d'un suicide !

(*Dialogue avec Staline*, Programme Communiste n° 8, juil-sept. 1959, pp. 24-25).

Le communisme, clé pour la solution des questions sociales

En cessant d'être soumise aux lois économiques aveugles qui naissent de l'anarchie du marché, l'humanité n'en finira pas seulement avec les crises, les guerres exterminatrices et les haines nationales. Libérée du joug de la production pour la valeur d'échange, pour le profit, de la loi de la production pour la production, elle pourra organiser la production mondiale de façon consciente, selon un *plan rationnel* qui présidera aux rapports harmonieux entre production, consommation et... population, aujourd'hui de plus en plus douloureusement opposées par la marche du capitalisme.

Elle pourra en particulier consacrer efficacement ses efforts au problème crucial de l'agriculture et de l'alimentation, secteurs cruellement délaissés par le capitalisme pour la simple raison que le profit y est trop mince... Et pour y parvenir, l'industrie des pays "avancés", edifiée avec la sueur et le sang de générations en-

tières de tous les continents sera mise sans tarder par la dictature prolétarienne, au service de la modernisation de l'agriculture des pays "arriérés", *sans contrepartie*, ce qui est impensable sous le capitalisme. Ceci aidera puissamment à combler le fossé creusé par l'impérialisme entre les diverses races et nationalités et favorisera leur *libre union internationale*, creuset où se forgera la *société planétaire de l'humanité unifiée*.

En cessant d'être dominée par les forces extérieures du capital et *en se maîtrisant elle-même*, la société sera d'un côté en mesure de maîtriser aussi les formidables forces que la science moderne a su arracher à la nature, mais qui, dans les mains du capital, deviennent des dangers fantastiques pour l'humanité ; elle pourra de l'autre définitivement dépasser la peur, l'obscurantisme et la religion.

La production devenant consciente, la nature cessera d'être saccagée et détruite comme elle l'est aujourd'hui, *la division entre ville et campagne pourra être progressivement supprimée* par une répartition équilibrée de l'activité productive sur toute la croûte terrestre, et en conséquence de ces deux mouvements, la pollution éliminée de la planète.

Parallèlement, les ressources humaines cesseront d'être sauvagement dilapidées dès que l'humanité ne sera plus seulement *forcée de travail* pour le capital et que la production pourra être mise au service des besoins de l'humanité. Avec la fin du capital et du salariat, avec la fin par conséquent de l'exploitation de l'homme par l'homme, ce n'est pas seulement l'alternative entre l'abrutissement au travail et le chômage grandissant qui sera détruite. Le communisme fera en effet *participer toute la population au travail social* dans la mesure des capacités de chacun, ce qui suppose un effort différent suivant l'âge, effort dont seront seuls exclus les petits enfants et les malades.

La société pourra ainsi, sur la base de la diffusion des procédés les plus modernes arrachés au monopole de la propriété et grâce à l'élimination de toutes les activités dangereuses ou inutiles, de la fabrication des bombes à billes à la police et à la comptabilité en partie double, *diminuer radicalement le temps de travail* qui sera progressivement réduit au strict nécessaire : peut-être moins de 2 heures par jour à l'échelle du monde sur la base de la technique actuelle.

Une telle mesure que la dictature prolétarienne met au centre de son programme, s'accompagnera de la *suppression de l'opposition entre l'école et la production* et on en finira donc avec les radotages stupides d'aujourd'hui considérés comme le fin du fin de la culture. Elle exigera également la *socialisation complète des tâches domestiques*, du ménage et de l'éducation des enfants, ce qui arrachera définitivement la femme à l'esclavage millénaire et à l'infériorité sociale dont elle est victime.

De tels bouleversements des conditions de travail et de vie supprimeront les bases de l'opposition entre les sexes et les générations, particulièrement insupportables sous le capitalisme. Ils entraîneront à leur tour un bouleversement complet des rapports entre vie collective et vie "privée", qui n'existe plus que pour être foulée aux pieds et par laquelle la société bourgeoise entend cette abominable solitude individuelle et la misère morale la plus inouïe. Les rapports entre les loisirs et le travail, les conditions de l'habitat seront aussi radicalement transformés, et les générations qui naîtront libérées du joug du capitalisme pourront se pencher sur bien d'autres questions d'importance, cette fois en possession des moyens de les résoudre effectivement.

La réduction draconienne du temps de travail ne soulagera pas seulement l'humanité de la fatigue et des maladies que provoque la course effrénée au profit. Elle permettra enfin à tous les producteurs de participer à l'activité intellectuelle, qu'il s'agisse des sciences de la nature ou de la vie sociale, ou encore de la littérature et des arts.

Les conditions seront alors réalisées pour *dépasser définitivement la division entre travail manuel et travail intellectuel*, sur laquelle se sont développées les classes sociales, et pour en finir avec le confinement abrutissant dans les tâches répétitives et les spécialisations exclusives, le "métier" et la "carrière" encensés par l'infériorité morale bourgeoise. Chaque membre de la société aura à coeur de participer aux tâches ingrates qui seront ainsi devenues d'un poids léger pour tous, et pourra exercer ses talents pour la collectivité dans les domaines les plus variés de l'activité sociale.

Avec la fin de cette division du travail, les tâches administratives, elles-mêmes déjà réduites et simplifiées au maximum par l'élimination du marché et de la valeur d'échange, pourront être réparties entre tous les membres de la société et une machine administrative séparée de la population, qui est un des fondements de l'Etat, aura perdu toute justification.

Dans une telle société où aura définitivement disparu la guerre de tous contre tous et tout individualisme, aura également disparu toute opposition durable entre individu et société. Dans la *société de l'espèce unie*, la participation à l'effort collectif sera devenue le premier besoin vital et le libre développement de chacun sera devenu la condition du libre développement de tous.

Voilà l'avenir radieux pour lequel des générations ont combattu, pour lequel des millions de prolétaires anonymes ont déjà versé leur sang, dans une lutte qui a déjà touché tous les continents. C'est celui que connaîtront les générations à venir si nous savons relever le drapeau que la contre-révolution a voulu détruire. C'est celui pour lequel combat notre parti.

La réduction du temps de travail, revendication centrale du communisme

"En se rendant maîtresse de l'ensemble des moyens de production pour les employer socialement selon un plan, la société anéantit l'asservissement antérieur des hommes à leurs propres moyens de production. Il va de soi que la société ne peut pas se libérer sans libérer chaque individu.

Le vieux mode de production doit donc forcément être bouleversé de fond en comble, et surtout la vieille division du travail doit disparaître. A sa place doit venir une organisation de la production dans laquelle, d'une part, aucun individu ne peut se décharger sur d'autres de sa part de travail productif, condition naturelle de l'existence humaine ; dans laquelle, d'autre part, le travail productif, au lieu d'être moyen d'asservissement, devient moyen de libération des hommes, en offrant à chaque individu la possibilité de perfectionner et de mettre en oeuvre dans toutes les directions l'ensemble de ses facultés physiques et intellectuelles, et dans laquelle, de fardeau qu'il était, le travail devient un plaisir.

Cela n'est plus aujourd'hui une fantaisie, un vœu pieux. Avec le développement actuel des forces productives, l'accroissement de la production donné dans le fait même de la socialisation des forces productives, l'élimination des entraves et des perturbations qui résultent du mode de production capitaliste, celle du gaspillage de produits et de moyens de production, suffisent déjà, en cas de participation universelle au travail, pour réduire le temps de travail à une mesure qui, selon les idées actuelles, sera minime.

Il n'est pas vrai, d'autre part, que la suppression de l'ancienne division du travail soit une revendication uniquement réalisable aux dépens de la productivité du travail. Au contraire, par la grande industrie, elle est devenue condition de la production elle-même".

(Engels, *Anti-Dühring*, Editions Sociales, Paris 1973, p. 331)

IV. Le socialisme est international et internationaliste ou il n'est pas

Pour le marxisme, le socialisme n'est pas un fait local ou national mais *social*. Il n'est réalisable que pour l'ensemble de la société ; il est un fait international. Cette affirmation théorique de principe est reprise dans les statuts des Internationales successives, et elle est aussi vieille que le mouvement communiste. Le marxisme lui-même n'a eu qu'à la reprendre du socialisme utopique.

Naturellement, que la transformation communiste de la société ne soit concevable qu'à l'échelle de la planète ne signifie nullement que la révolution soit simultanée dans tous les pays, comme crurent devoir l'affirmer de pédants chefs sociaux-démocrates pour chercher à justifier leur aversion pour la révolution chez eux et tout de suite : les autres d'abord !

Il est inévitable que la révolution commence dans un pays particulier, que le prolétariat s'empare du pouvoir dans un pays donné où les circonstances lui donnent une force supérieure à celle de l'adversaire. Sa tâche fondamentale est alors d'étendre la révolution, dont la victoire ne pourra être assurée que lorsque le pouvoir sera conquis dans les Etats les plus puissants, hier l'Angleterre, aujourd'hui les Etats-Unis d'Amérique.

Ce n'est qu'alors que la tâche fondamentale de la dictature prolétarienne devient la transformation en grand et systématique de la société alors que jusqu'ici les mesures prises dans ce sens ne pouvaient être que provisoires, toujours susceptibles d'être remises en question par un rapport de forces international défavorable.

Cela ressort parfaitement des extraits du *Dialogue avec les morts* que nous avons publié en 1957 comme critique du XXe congrès du PC russe où triompha la théorie de la "coexistence pacifique", conséquence inéluctable de la théorie antimarxiste du "socialisme dans un seul pays".

En 1848, le développement du capitalisme n'avait enfanté un mouvement prolétarien qu'en Europe. En 1917, l'aire où l'affronte-

ment des classes modernes était possible s'était considérablement étendue, mais de vastes aires ne pouvaient pas encore connaître de révolution prolétarienne.

Aussi la transformation communiste de la société ne pouvait encore résulter que de la victoire du prolétariat dans les pays d'Europe et d'Amérique.

La contre-révolution stalinienne a éliminé le prolétariat comme facteur historique indépendant mais elle n'a pas arrêté la marche du capitalisme, qui a au contraire transformé de fond en comble de nouvelles aires. Il n'y a pas aujourd'hui de région du monde où la peur de la lutte prolétarienne ne hante les classes dominantes locales et l'impérialisme. De plus, l'Asie dans son ensemble, et une partie de l'Afrique, à plus forte raison l'Amérique latine sont économiquement plus mûres pour le socialisme que la Russie de 1917.

On peut donc dire désormais qu'en ligne de tendance, la question de l'émancipation prolétarienne embrasse tous les continents et exige les efforts du prolétariat du monde entier.

Le but des communistes ne peut être atteint qu'à l'échelle mondiale

(Extrait des *Principes du Communisme* de Engels)

"19e question : *Cette Révolution se fera-t-elle dans un seul pays ?* Réponse : Non. La grande industrie, en créant le marché mondial, a déjà rapproché si étroitement les uns des autres les peuples de la terre, et notamment les plus civilisés, que chaque peuple dépend étroitement de ce qui se passe chez les autres. Elle a, en outre, unifié dans tous les pays civilisés, le développement social à tel point que, dans tous ces pays, la bourgeoisie et le prolétariat sont devenus les deux classes les plus importantes de la société, et que l'antagonisme entre ces deux classes est devenu aujourd'hui antagonisme fondamental de la société. La Révolution communiste, par conséquent, ne sera pas une révolution purement nationale. Elle se produira en même temps dans tous les pays civilisés, c'est-à-dire tout au moins en Angleterre, en Amérique, en France et en Allemagne. Elle se développera dans chacun de ces pays, plus rapidement ou plus lentement, selon que l'un ou l'autre de ces pays possède une industrie plus développée, une plus grande richesse nationale et une masse plus considérable de forces productives. C'est pourquoi elle sera plus lente et plus difficile en Allemagne, plus rapide et plus facile en Angleterre. Elle exercera également sur tous les autres pays du globe une répercussion considérable, et transformera complètement leur mode de développement. Elle sera une Révolution mondiale et devra, par conséquent, avoir un terrain mondial".

(Engels, "Les principes du communisme", 1847, in *Qu'est-ce que le marxisme ?*, Editions Savelli, 1976, pp. 36-37).

(Extrait de l'Adresse du Conseil central à la Ligue)

Il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir public et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les pays principaux du monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour supprimer dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans les mains des prolétaires du moins les forces productives décisives.

(Marx, "Adresse du Conseil central à la Ligue, mars 1850, dans *Karl Marx devant les jurés de Cologne*, Oeuvres complètes, Editions Costes, Paris 1939, p. 239).

(Extrait des Statuts de l'Association internationale des travailleurs)

Considérant :

Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes ;

Que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux et pour l'abolition de tout régime de classe ;

Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude dans toutes ses formes : misère sociale, avilissement intellectuel et dépendance politique ;

Que, par conséquent, l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ;

Que tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué faute de solidarité entre les travailleurs de différentes professions dans le même pays et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières des divers pays ;

Que l'émancipation du travail, n'étant pas un problème local ou national, mais un problème social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne et nécessite, pour sa solution, le concours, théorique et pratique, des pays les plus avancés ;

Que le mouvement qui vient de renaître parmi les ouvriers des pays les plus industriels de l'Europe, tout en réveillant de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et de combiner le plus tôt possible les

efforts encore isolés ;

Pour ces raisons,

L'Association Internationale des Travailleurs a été fondée.

(*Préambule aux Statuts de l'Association Internationale des Travailleurs, 1866, Le Conseil Général de La Première Internationale, 1864-1866, Editions du Progrès, Moscou 1972, p. 243*).

(Extraits des Statuts de l'Internationale Communiste)

La 2e Internationale, fondée en 1889, à Paris, s'était engagée à continuer l'oeuvre de la 1ère Internationale. Mais en 1914, au début de la guerre mondiale, elle a subi un krach complet. La 2e Internationale a péri, minée par l'opportunisme et terrassée par la trahison de ses chefs, passés dans le camp de la bourgeoisie. (...)

L'Internationale Communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale, et la création de la république internationale des soviets, première étape dans la voie de la suppression complète de tout régime gouvernemental. L'Internationale Communiste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme. Et l'Internationale Communiste considère le pouvoir des Soviets comme la *forme* de dictature du prolétariat qu'impose l'histoire.

La guerre impérialiste a créé un lien particulièrement étroit entre les destinées des travailleurs d'un pays et celles du prolétariat de tous les autres pays.

La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus la véracité de ce qu'on pouvait lire dans les statuts de la 1ère Internationale: l'émancipation des travailleurs n'est pas une tâche locale, ni nationale, mais bien une tâche sociale et *internationale*.

L'Internationale Communiste rompt pour tout jamais avec la tradition de la 2e Internationale pour laquelle n'existaient en fait que les peuples de race blanche. L'Internationale Communiste fraternise avec les hommes de race blanche, jaune, noire, les travailleurs de toute la terre.

L'Internationale Communiste soutient, intégralement et sans réserves, les conquêtes de la grande révolution prolétarienne en Russie, de la première révolution socialiste, dans l'histoire, qui ait été victorieuse et invite les prolétaires du monde à marcher dans la même voie. L'Internationale Communiste s'engage à soutenir par tous les moyens qui seront en son pouvoir toute république socialiste qui serait créée en quelque lieu que ce soit.

L'Internationale Communiste n'ignore pas que, pour hâter la victoire, l'Association Internationale des Travailleurs, qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée. Le mécanisme organisé de l'Internationale Communiste doit assurer aux travailleurs de chaque pays la possibilité de recevoir, à tout moment, de la part des travailleurs organisés des autres pays, tout le secours possible.

Tout cela considéré, l'Internationale Communiste adopte les statuts que voici :

Art. 1. La Nouvelle Association Internationale des Travailleurs est fondée dans le but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin, savoir : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste.

(Statuts de l'Internationale Communiste, dans les quatre Premiers Congrès de l'Internationale Communiste, réimpression en fac-similé, F. Maspero, 1970, IIe Congrès, 1920, pp. 37-38).

La théorie du « socialisme dans un seul pays » est une trahison du socialisme

(Extrait du *Dialogue avec les morts*)

La question du *socialisme dans un seul pays* a connu trois étapes que nous allons rappeler ici : 1926, à l'Exécutif élargi de décembre de l'Internationale de Moscou (7e Session) - 1939, au XVIIIe Congrès du P.C.R. , à la veille de la seconde guerre - 1952, au XIXe Congrès, avant la mort de Staline.

Cette première discussion a reflété un moment décisif. C'est alors que, renonçant aux efforts pour provoquer la révolution prolétarienne mondiale, la grande organisation qui, en Russie, tenait l'Etat solidement en mains s'assigne désormais deux tâches : sa défense intérieure et extérieure par la force armée - une direction de l'économie que les fauteurs de la thèse qui l'emportera appellent "édification du socialisme".

Il y avait à l'époque deux thèses justes, et l'histoire les a confirmées : la révolution dans les pays capitalistes est "renvoyée" à plus tard - l'assaut armé de ces pays à la Russie est possible et probable.

Staline et Boukharine pensaient alors que même si la passivité du prolétariat international et l'activité des Etats capitalistes devaient se prolonger longtemps, on pouvait transformer l'économie russe en "système socialiste", à condition de conserver le pouvoir en mains.

La contre démonstration de Trotsky, Zinoviev et Kamenev fut particulièrement vigoureuse et elle reste encore aujourd'hui digne d'une étude attentive. Ils clarifièrent de façon irréfutable la doctrine de Marx et de Lénine sur ces points ; nous la rappelons ici sans commentaire :

1. Le capitalisme apparaît dans le monde à des époques différentes et s'y développe à des rythmes inégaux.
2. Il en va par conséquent de même pour la formation de la classe prolétarienne et sa force politique et révolutionnaire.
3. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat peut se faire non seulement dans un pays *unique*, mais dans un pays *moins* développé que les autres, restés sous la domination capitaliste.
4. La présence dans le monde de pays où la révolution politique du prolétariat s'est déjà produite accélère au maximum la lutte révolutionnaire dans tous les autres.
5. Dans la phase ascendante de cette lutte révolutionnaire, les forces armées des Etats prolétariens peuvent intervenir de façon défensive ou offensive.

L'émancipation prolétarienne est un fait international

"Ni Français ni Allemands ni Anglais n'auront, à eux seuls, la gloire d'avoir écrasé le capitalisme ; si la France - peut-être - donne le signal, ce sera en Allemagne, le pays le plus profondément travaillé par le socialisme et où la théorie a le plus profondément pénétré les masses, que la lutte sera décidée, et encore ni la France, ni l'Allemagne n'auront définitivement assuré la victoire tant que l'Angleterre restera aux mains de la bourgeoisie. L'émancipation prolétarienne ne peut être qu'un fait international, si vous tâchez d'en faire un fait simplement français, vous la rendez impossible".

(Lettre d'Engels à Lafargue du 27 juin 1893, *Correspondance F. Engels, P. et L. Lafargue*, Editions Sociales, Paris 1959, tome III, p. 293).

6. En cas de pause dans les guerres civiles et d'Etats, un pays prolétarien isolé ne peut accomplir "en direction" du socialisme que les *pas* consentis par son développement économique antérieur.

7. S'il s'agissait d'un des grands pays avancés, la transformation socialiste de son économie ne serait pas impossible en théorie; mais la guerre civile et d'Etat générale éclaterait avant qu'elle ne soit achevée.

8. Dans un cas comme celui de la Russie, c'est-à-dire d'un pays à peine sorti du féodalisme, celui-ci ne pourra faire, avec la victoire politique du prolétariat, d'autre *pas* vers le socialisme que de construire les "bases" matérielles de celui-ci, c'est-à-dire d'accomplir progressivement une forte industrialisation. Il devra définir son programme de la façon suivante : attendre la révolution extérieure, et travailler pour elle ; construire un capitalisme d'Etat à base mercantile à l'intérieur.

Sans la révolution mondiale, le socialisme était alors - et reste - impossible en Russie.

Nous avons résumé la position de façon volontairement crue. La chose remarquable dans ce débat de 1926 est qu'il prouva que personne, avant 1924, n'avait été d'une autre opinion. Démasquant leur fausse interprétation d'un ou deux passages de Lénine, on convainquit Staline et Boukharine d'avoir toujours écrit et parlé dans son sens jusque-là.

Nous ne reviendrons pas sur la partie économique de cette discussion : démontrer que la société russe est capitaliste, est aujourd'hui beaucoup plus facile qu'alors ; c'est seulement l'*aveu* du fait qui demandera encore longtemps. Ce qui nous intéresse ici, aujourd'hui que Kroutchev parle de théorie "léniniste" de la coexistence pacifique, c'est de prouver que non seulement la théorie de l'édification du socialisme dans un seul pays n'a jamais été de Lénine, mais qu'en 1926 ni Staline, ni Boukharine ne défendaient celle de la paix *entre les deux systèmes*.

(*Dialogue avec les morts*, Editions Il Programma Comunista, mars 1957, pp. 83-84).

Les prolétaires n'ont pas de patrie

"Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a ôté à l'industrie sa base nationale. Les anciennes industries nationales ont été détruites, et le sont encore tous les jours. (...)

A la place de l'ancien isolement et de l'autarcie locale et nationale, se développe un commerce généralisé, une interdépendance généralisée des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. (...) Le particularisme et la frontière nationale deviennent de plus en plus impossibles (...).

Le travail industriel moderne, l'asservissement moderne au capital, aussi bien en Angleterre qu'en France, en Amérique, en Allemagne, dépouillent le prolétaire de tout caractère national. (...)

En outre, on a accusé les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité.

Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ôter ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit d'abord conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national ; mais ce n'est pas au sens bourgeois du mot.

Les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent déjà de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent.

La domination du prolétariat les fera disparaître plus encore. L'action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de l'émancipation.

Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation.

Avec l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles".

(Karl Marx, *Manifeste du Parti Communiste*, 10/18, Paris, 1962, pp. 24, 25, 33, 43 et 44).

V. Les principes de base du marxisme dans le programme du Parti Communiste International

"La doctrine du Parti est fondée sur les principes du matérialisme historique et du communisme critique de Marx et Engels, qui ont été énoncés dans le *Manifeste du Parti Communiste*, le *Capital* et leurs oeuvres fondamentales, ont formé la base constitutive de l'Internationale Communiste en 1919, du Parti Communiste d'Italie en 1921 et sont contenus dans le programme du Parti". C'est ainsi que commencent les *Thèses caractéristiques du Parti* (1951) avant de rappeler le programme adopté à Livourne et déjà repris dans les *Thèses de Rome du PC d'Italie* en 1922.

Voici les dix points originels de ce programme, qui ont été complétés en 1951 dans les *Thèses caractéristiques* par quatre nouveaux points tenant compte de l'expérience de la révolution russe, de la contre-révolution stalinienne, et des exigences de la reprise du mouvement prolétarien aujourd'hui.

Les dix points du programme de Livourne

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.
2. Les rapports de production actuels sont protégés et défendus par le pouvoir de l'Etat bourgeois qui, fondé sur le système représentatif de la démocratie, constitue l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.
3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.
4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le Parti politique de classe.

Le Parti communiste, groupant dans ses rangs la partie la plus avancée et la plus consciente du prolétariat, unifie les efforts des masses travailleuses en les amenant de la lutte pour des intérêts de groupes et pour des résultats contingents à la lutte pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat.

Le Parti a pour rôle de répandre dans les masses la conscience révolutionnaire, d'organiser les moyens matériels d'action et de diriger le prolétariat dans le développement de la lutte.

5. La guerre mondiale a été causée par les contradictions internes incurables du régime capitaliste qui ont engendré l'impérialisme moderne. Elle a ouvert une crise dans laquelle la société capitaliste va se désagréger et où la lutte de classe ne peut aboutir qu'à un conflit armé entre les masses travailleuses et le pouvoir des différents Etats bourgeois.

6. Après le renversement du pouvoir bourgeois, le prolétariat ne peut s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en fondant les organismes représentatifs de l'Etat sur la seule classe productive et en privant la bourgeoisie de tout droit politique.

7. La forme de représentation politique dans l'Etat prolétarien est le système des conseils de travailleurs (ouvriers et paysans) déjà en vigueur dans la Révolution russe, commencement de la Révolution prolétarienne mondiale et première réalisation stable d'une dictature du prolétariat.

8. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

9. Seul l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

10. Cette transformation de l'économie et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale aura pour effet, une fois éliminée la division de la société en classes, d'éliminer aussi peu à peu la nécessité de l'Etat politique, dont l'appareil se réduira progressivement à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

(Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome 1922) dans *Défense de la continuité du programme communiste*, Editions Programme Communiste, pp. 41-42).

Postface à la 2^e édition

La première édition de cette brochure a paru en mars 77 avec le titre *Qu'est-ce que le socialisme ?* et le sous-titre *socialisme scientifique contre socialisme national algérien*.

Au moment où cette édition, depuis longtemps épuisée, exige une republication, nous avons jugé préférable d'éliminer toute référence au prétendu "socialisme algérien" désormais largement combattu dans notre organe pour le Maghreb, *El-oummi* et à élargir un peu le cadre de la brochure. Aussi avons-nous apporté quelques modifications à cette seconde édition, et changé en conséquence le titre que nous avons par ailleurs cherché à mieux adapter au contenu de la brochure.

On trouvera une première modification importante dans le premier texte, intitulé "l'opposition historique entre socialisme scientifique et socialisme petit-bourgeois et national", auquel nous avons incorporé un développement sur les vagues successives de dégénérescence social-démocrate et stalinienne qui ont affecté directement les pays d'Europe et d'Amérique. Nous avons également ajouté à cette partie deux notes, l'une sur le trotskysme, l'autre sur le maoïsme.

D'autre part, la troisième partie consacrée aux "phases de la société future" a été refondue de façon à mieux faire apparaître la distinction opérée traditionnellement par le marxisme entre *dictature du prolétariat* et *socialisme* (ou *communisme inférieur*), distinction fondamentale et utile à préciser après les ravages du maoïsme qui sont venus achever la besogne de démolition systématique de la théorie marxiste largement avancée, en ce domaine comme dans les autres, par le stalinisme.

Nous avons également ajouté une quatrième partie consacrée à la défense du caractère international et internationaliste du socialisme prolétarien où nous faisons ressortir l'imposture de la théorie du "socialisme dans un seul pays".

De nombreuses citations concernant *la dictature prolétarienne* et *le parti de classe* ont été ajoutées à la publication. D'autres changements mineurs ont enfin été effectués, mais ils ne méritent pas de commentaires particuliers.

EN ITALIEN

- Storia della Sinistra Comunista:
 - vol. I (1912-1919) 100F
 - vol. II (1919-1920) 120F
 - vol. III (1920-1921)
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi 150F
- Classe Partito Stato nella teoria marxista 10F
- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale épaisé

I testi del partito comunista internazionale

1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario 15F
2. In difesa della continuità del programma comunista épaisé
3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico épaisé
4. Partito e classe 15F
5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati 15F
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti épaisé
7. Lezioni delle contro-rivoluzioni 15F

Quaderni del Programma Comunista

- Il mito della pianificazione socialista in Russia 10F
- Il «rilancio dei consumi sociali » ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi 10F
- Il proletariato e la guerra 10F
- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale 10F

Reprint « il comunista »

- Marxismo e scienza borghese 15F
- La lotta di classe dei popoli non bianchi 10F
- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista 40F
- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune 30F
- La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925) 15F
- Abaco della economia marxista
- Lotta di classe e questione femminile 15F
- La teoria marxista della moneta 15F
- Il proletariato e la seconda guerra mondiale 10F
- Antimilitarismo di classe e guerra 25F

Altri opuscoli

- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe 10F
- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980) 10F
- Il marxismo e l'Iran (1980) 10F
- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981) 15F
- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale 10F
- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981) 10F
- Non pacifismo, antimilitarismo di classe! 10F

EN ANGLAIS

- The fundamentals of Revolutionary Communism 30F
- Party and Class 30F
- Communist Program Ns 1 to 7 20F
- The Party's Programme 10F

EN ESPAGNOL

1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 25F
2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase 25F
3. Partido y clase épaisé

El Programa Comunista	
n°1 à 38, n°40	15F
n°39 (Manifesto del P. C. Internacional : De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial)	25F
n° 41, 42	20F
- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981)	10F
EN ALLEMAND	
1. Die Frage der revolutionären Partei	20F
2. Revolution und Konterrevolution in Russland	20F
3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus	15F
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus	20F
5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen?	25F
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf	20F
Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28)	20F
EN ARABE	
- Pour le parti ouvrier indépendant	5F
- Thèses caractéristiques du parti	10F
- Les communistes et la question de la liberté politique	10F
- Manifeste du P.C. International	15F
- Ce qui distingue notre parti	5F
EN PORTUGUAIS	
1. Teses características do partido	10F
2. Lições das contra-revoluções	10F
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	10F
- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	10F
EN TURC	
- Komünist parti manifestosu (Karl Marx, Friedrich Engels)	10F
- Rusya'da devrim ve karsi-devrim	5F
- Bulletin Enternationalist Proleter (3 nos parus)	5F
EN HOLLANDAIS	
- Het demokratisch principe	5F
EN POLONAIS	
- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	10F
EN PERSE	
- Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt.	10F
- Les Jedayins et la question de l'Etat	5F
EN GREC	
- Parti et classe	20F
EN DANOIS / SUEDOIS	
1. Marxismens grundtrack-Partiets karakteristiske teser	20F
2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet	20F
AUX EDITIONS « ISKRA »	
Amadeo Bordiga:	
- Economia marxista ed economia controrivoluzionaria (263 p.)	60F
- I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.)	40F
- Imprese economiche di pantalone (153 p.)	40F
- Proprietà e capitale (202 p.)	40F

- Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.) 60F
 - Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) (130 p.) 40F
 - Plechanov: Contributi alla storia del materialismo (198 p.) 40F
 - Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (Trotsky, Vujovic, Zinoviev) (299 p.) 60F
 - Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.) 40F
 - La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.) 60F
- AUX «EDIZIONI SOCIALI»**
- Dialogato con Stalin - A. Bordiga 30F
 - Dialogato coi Morti - A. Bordiga épuisé
 - La tattica del Comintern 1926 - 1940 (O. Perrone) épuisé
 - La sinistra comunista nel cammino della Rivoluzione épuisé

Avertissement :

- Les textes épuisés ou en voie d'épuisement ne peuvent être fournis qu'en photocopie.
- Frais de port non compris, prix indicatifs à la date de parution de «Eléments d'économie marxiste».
- Commande : à Ed. Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon, France.
- Paiement par mandat ou chèque: à l'ordre de DESSUS, à l'adresse des Ed. Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon, France

**ORGANES PERIODIQUES DU
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL**

- **«le prolétaire»** : Journal bimestriel en français - Prix de l'exemplaire : 5 FF; 30 FB; 3 FS; 3.000 Li; 100 Pts; 50 Esc.
- **«Il comunista»** : Journal bimestriel en italien - Prix de l'exemplaire : 10 FF; 40 FB; 5 FS; 150 Pts; 75 Esc.
- **«programme communiste»** : Revue théorique - Prix de l'exemplaire : 25 FF; 140 FB; 10 DS; 5.000 Li; 10 DM; 450 PTS; 300 Esc.; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 4 US \$.
- **«el programa comunista»** : Revue théorique en espagnol - Prix de l'exemplaire : 500 Pts; 250 Esc; 20 FF; 120 FB; 8 FS; 4.000 Li; 8DM; 2£; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 3 US \$.

Supplément à «programme communiste» n° 95
Revue théorique du Parti Communiste International

ISSN - 0033 - 037 X

Imprimé par nos soins

1996